

ARCHIVES DÉPARTEMENTALES DE SEINE-ET-MARNE
(Création : 1796)

RAPPORT ANNUEL 2016



Directrice : Isabelle RAMBAUD, conservatrice générale du patrimoine
Sous-directrices : Cécile FABRIS, conservatrice en chef et Pauline ANTONINI, conservatrice
du patrimoine

INTRODUCTION

Chargées de la collecte, de la conservation, du traitement et de la valorisation des archives produites dans le cadre géographique de la Seine-et-Marne, les Archives départementales sont installées depuis 1990 dans les locaux construits spécifiquement à leur usage à Dammarie-lès-Lys.

Plusieurs événements, d'ordre différent, sont à signaler au cours de l'année 2016.

1. Absence de la directrice du 25 novembre 2015 au 7 mars 2016, l'intérim étant assuré par Cécile FABRIS, conservatrice en chef du patrimoine
2. Inondations dues aux crues de la Seine et du Loing (fin mai-début juin 2016) entraînant contrôle, conseils et aide aux communes sinistrées (Nemours en particulier). Les conséquences de ces crues exceptionnelles ont par ailleurs été ressenties bien au-delà de la période de crise immédiate avec des interventions de la Direction constatant la destruction d'archives dans des locaux à proximité de la Seine (Caisse primaire d'assurances maladie à Melun) ou du Grand Morin (trésorerie de La Ferté-Gaucher) et l'obligeant à rappeler les nécessaires conditions de conservation des archives publiques
3. Rédaction des « feuilles de route Archives », nécessaires aux élus du Conseil départemental
4. Inspection des Archives de France sur les activités des Archives départementales, réalisée par Agnès MASSON, inspectrice générale (28 juillet 2016), son rapport insistant sur le recentrage nécessaire des archivistes sur le cœur de métier (collecte, traitement et inventaires)
5. Mise en œuvre du Projet Scientifique et Culturel (PSC), validé par le Département (18 décembre 2015) et rédaction des fiches actions correspondantes
6. Mise en place d'une formation des services producteurs appliquée aux Maisons départementales des solidarités (MDS), en juin 2016
7. Exercice du plan d'urgence pour les collections (octobre 2016)

Par ailleurs, la valorisation des archives s'est poursuivie. Elle a permis de toucher 12 279 personnes (scolaires, visiteurs et lecteurs) tandis que sur le site internet, on a pu dénombrer 173 759 visiteurs uniques (avec 349 941 connexions et 23 201 675 pages/images vues).

Globalement, l'année a cependant été marquée par des départs qui fragilisent l'exercice des missions et vont se cumuler en 2017 avec des départs en retraite nombreux et répétés dans les années à venir.

Cette situation intervient dans un contexte de mutations fortes (multiplication des chantiers de dématérialisation, archivage électronique, réforme territoriale entraînant fusions et contrôle renforcés sur les archives...) et dans un contexte particulier à la Seine-et-Marne (crise sanitaire de 2015 avec ses conséquences sur les versements et l'ouverture limitée de la salle de lecture, vieillissement des structures et des moyens de fonctionnement du bâtiment, saturation prévisible des espaces de stockage).

Une vigilance accrue et des moyens renouvelés s'imposent donc.

1- MOYENS

1.1. Moyens financiers

Les crédits de fonctionnement ont atteint en 2016 la somme de 393 013 euros.

Les crédits d'investissement se sont élevés à 21 452 euros, dont une partie a servi à acquérir des documents auprès de libraires, de particuliers ou dans le cadre de ventes publiques.

Les crédits de rémunération du personnel et ceux concernant l'informatique, les moyens généraux, l'entretien du bâtiment et le mobilier sont directement gérés par les Directions du Conseil départemental concernées.

Afin de soutenir les Archives départementales de Seine-et-Marne face à la crise sanitaire débutée en mars 2015, le Service interministériel des archives de France a apporté son soutien financier de manière significative : une subvention de 150 000 € a été attribuée afin de contribuer aux travaux de dépoussiérage et conditionnement des collections. Prioritairement, les collections contaminées par des développements des spores et sans conditionnement ont été prises en charge via un prestataire retenu lors d'un appel d'offre. Débutée fin 2015, l'opération liée au subventionnement s'est achevée fin 2015.

1.2. Personnel

Le personnel des archives compte 53 postes (dont 5 postes État), mais 2 postes ont été vacants toute l'année (chargé d'études documentaires et assistante), 1 vacant durant 7 mois (chef de service) 1 durant 5 mois (archiviste en charge du numérique) et 1 durant 4 mois (archiviste en charge du traitement des fonds privés).

Ces 53 postes correspondent à 51,1 ETP théoriques, mais les vacances de postes et absences non remplacées amènent à **un total réel d'ETP de 45,71** pour le service administratif et technique et les deux sous-directions.

À ce personnel, s'ajoutent les 4 agents du service Gaia, qui sont statutairement rattachés à la Direction des Archives départementales de Seine-et-Marne mais qui travaillent plus largement pour les 16 services utilisateurs du logiciel GAIA.

On peut noter, en 2016, la suppression d'un poste pour la direction sur les fonctions administratives, et celle d'un poste de technicien au service Gaia.

Le service a par ailleurs accueilli en 2016 :

- 2 apprentis (service Gaia) ;
- 4 stagiaires pour une durée de 100 jours ;
- 3 vacataires pour une durée de 67 jours ;
- 7 personnes effectuant des Travaux d'Intérêt Général, pour une durée totale de 87 jours.

Formations dispensées : 3 formations sur l'archivage ont été dispensées par 6 formateurs internes de la Direction des Archives départementales aux agents de 3 maisons départementales des solidarités (6 jours).

Formations reçues :

- Formation initiale – intégration à l’emploi 1 personne soit 5 jours
- Préparation à un concours 4 agents soit 46 jours
- Formation archivistique 4 agents soit 21 jours
- Autres formations continues 31 agents soit 100 jours

Soit un total de **172 jours**

Par ailleurs, l’ensemble de la direction a participé, le 23 juin 2016, à une journée de formation et d’échanges professionnels dans un esprit de convivialité, avec deux visites, l’une à Savigny-le-Temple aux Archives économiques et financières du ministère des finances, l’autre au musée national de la gendarmerie à Melun. Le repas pique-nique a été pris en commun au parc du château de La Grange-la-Prévôté à Savigny-le-Temple.

1.3. Bâtiment

Les travaux réalisés en 2016 sur le bâtiment des Archives départementales ont représenté un total de 235 085 euros, pris en charge par la direction de l’architecture, des bâtiments et collèges :

- Poursuite des travaux de mise aux normes de la centrale de traitement d’air.
- Changement de la moquette de l’auditorium.
- Mise en place d’un nouveau système de vidéo-surveillance.

2- COLLECTIONS

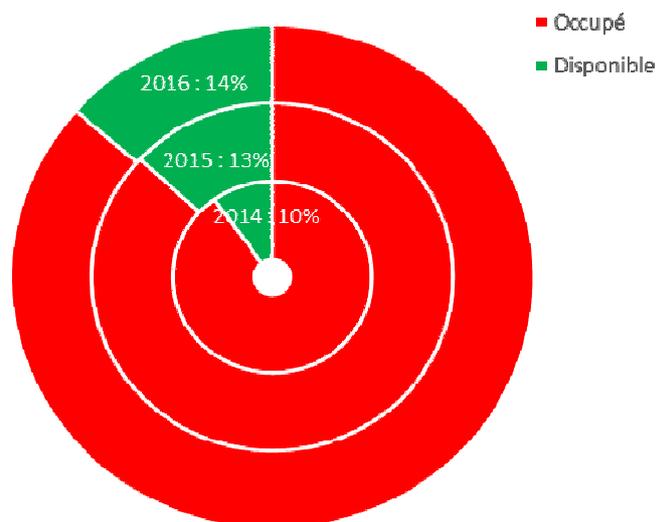
2.1. Accroissements

Les entrées de documents en 2016 s'élèvent à 273,2 mètres linéaires (ml). À la suite de la suspension des versements depuis avril 2015, une reprise très progressive s'est amorcée dans le dernier trimestre 2016 : ont pu entrer dans le dépôt quelques versements prioritaires qui étaient en attente. En 2017, les autres versements en attente pourront à leur tour être pris en charge, selon un cadencement conditionné par la mise en œuvre des nouvelles modalités d'entrée (contrôle des taux d'hygrométrie et période d'assèchement si nécessaire ; dépoussiérage systématique).

- 200,93 ml d'archives publiques (seulement 55,07 ml en 2015 ; 338,33 en 2014) ;
- 44,68 ml d'archives privées (99,35 ml en 2015 ; 22,91 ml en 2014) ;
- 27,59 ml d'ouvrages de bibliothèque, de dactylogrammes et manuscrits, de périodiques, de titres de presse et de publications officielles (28,5 ml en 2015 ; 42,52 ml en 2014).

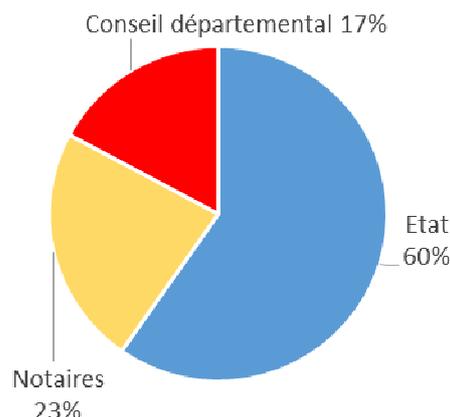
L'occupation du dépôt s'élève à 39 745,95 ml au 31 décembre 2016, quasiment identique à celle de décembre 2015 (39 723,92 ml). Cette faible différence s'explique par un volume relativement réduit d'entrées en raison des restrictions consécutives à la crise sanitaire de 2015, conjugué à un pilon important de 507,10 ml et à un accroissement de la place occupée par les collections reconditionnées.

Par ailleurs, 515,58 ml de rayonnages supplémentaires ont fini d'équiper le magasin 5D et sont venus accroître la capacité totale. Le stockage disponible à la fin de l'année 2016 s'établit ainsi à la hausse, à 6 214,05 ml (6 010,70 ml en décembre 2015).



En matière d’archives publiques, les entrées se sont élevées à 200,93 ml :

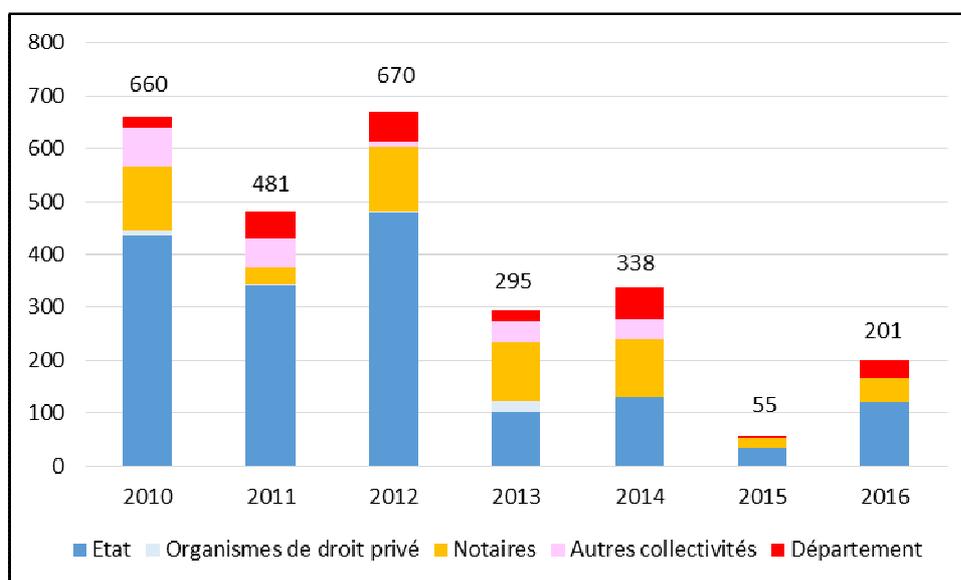
- Services du Département : 34,48 ml.
- Services déconcentrés et établissements publics de l’État : 119,95 ml et 1,39 Go (matrice cadastrale numérique).
- Études notariales : 46,5 ml (trois études).
- Autres collectivités locales : aucun dépôt.



Concernant **les archives administratives**, judiciaires et pénitentiaires, la collecte représente vingt-quatre versements dont onze de la direction des Archives départementales (9,33 ml) dans le cadre de la mise en place d’une politique d’archivage au sein de la direction.

Trois versements concernent d’autres services du Département pour un total de 21,1 ml. Les dix autres versements proviennent des services de l’État pour un total de 119,95 ml et 1,39 Go pour le versement de la matrice cadastrale dématérialisée.

Le versement le plus important concerne les tribunaux de commerce de Melun, Montereau et Provins pour un total de 100,7 ml.



Bilan des entrées d’archives publiques en mètres linéaires

Suite à la crise sanitaire de 2015 et à l’interruption des versements, un tableau des versements en attente a été dressé et est mis à jour afin de résorber au mieux le retard accumulé. Des versements sont programmés début 2017 pour la préfecture et les sous-préfectures. Viendront ensuite les versements d’archives judiciaires et pénitentiaires (Protection judiciaire de la jeunesse, Service pénitentiaire d’insertion et de probation, Tribunal de grande instance) pour un volume approximatif de 220 ml et les archives de la Direction départementale des finances publiques.

Pour **les archives notariales**, trois versements représentant 46,5 ml ont été réalisés. Ces versements se composent des minutes et répertoires chronologiques de plus de soixante-quinze ans des études notariales de Château-Landon et Meaux (deux versements pour cet office).

En matière d'**archives d'origine privée**, on peut citer parmi les entrées celles des fonds d'archives d'entreprise comme celui de la maison Beaupère, entreprise de mécanique de précision à Tournan-en-Brie, ou celui de la Papeterie du Marais à Jouy-sur-Morin.



Les entrées de pièces isolées se sont maintenues : 31 documents acquis par achat ou don.

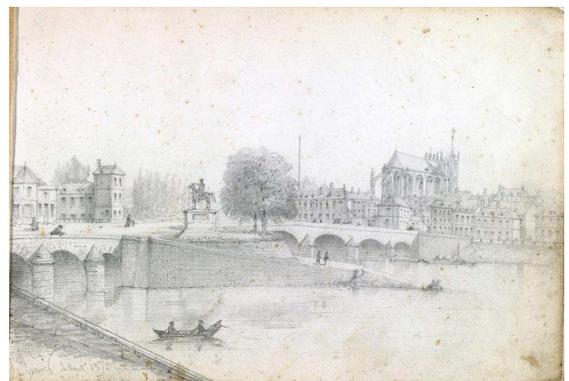
Plusieurs documents ont été achetés lors d'enchères publiques ou auprès de particuliers. Parmi les acquisitions les plus notables, figure le « livre de prières pendant la messe à l'usage de madame de Rubelle », recueil manuscrit calligraphié à la plume de 1759, acheté lors de la vente publique Alde du vendredi 30 septembre 2016.

Un autre achat à signaler a été réalisé lors de la vente publique Ader Nordmann du mardi 29 novembre 2016 : 21 manuscrits autographes signés Eugène Roufiac, médecin de campagne à Dormelles, 1853-1860 sous un portefeuille de feutrine brodée.

En 2016, l'accroissement des documents dans les **collections iconographiques** a été constitué par 401 documents unitaires (nouvelles entrées et reprises d'arriérés non cotés), auxquels il faut ajouter 4,05 ml de cartons correspondant au complément d'un versement de la direction de la communication du Département.

Les « nouvelles » entrées se répartissent ainsi : 217 documents photographiques tous supports, 4,05 ml de versement en cartons, 13 cartes postales, 9 plans, 164 estampes et dessins, 1 affiche et 2 factures à en-tête. En 2016, le secteur iconographie a soumissionné dans 9 ventes aux enchères, 7 ont été remportées.

Parmi les entrées notables, on peut citer le don par la ville de Montereau de 2 recueils de dessins à la mine de plomb de Jules Lenoir sur Montereau durant la deuxième moitié du XIX^e siècle. Ces dessins représentent des paysages pour l'essentiel, ils font le portrait d'une ville marchande et industrielle, de ses environs et des deux fleuves qui la traversent : la Seine et l'Yonne.



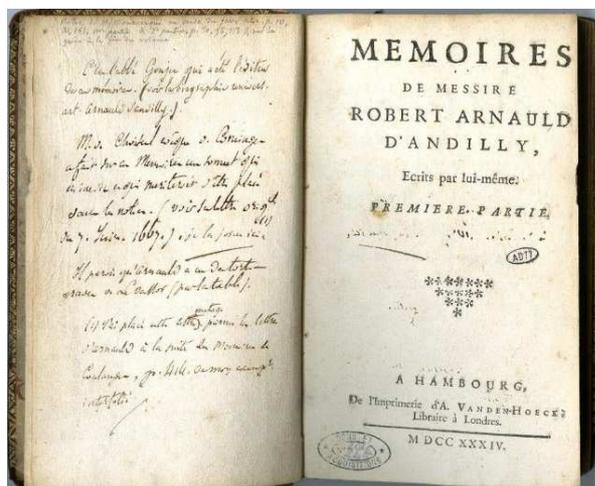
6 Fi 992/18 – Montereau, le quai, dessin de Jules Lenoir. 2 août 1873

On peut également citer l'achat en vente aux enchères Beaussant-Lefèvre du 24 mai 2016 d'un lot de photographies diverses de la deuxième moitié du XIX^e siècle sur Barbizon (forêt de Fontainebleau, activités paysannes, village de Barbizon). Ces photographies, dont certaines mentionnent l'auteur, étaient destinées aux peintres qui s'en inspiraient dans la réalisation de leurs toiles.

La **collection des publications** s'est accrue d'environ 28,69 ml dont 8,15 mètres linéaires pour la bibliothèque. On recense 288 achats de livres, 79 dons de livres et brochures de moins de 100 pages dont 14 livres, principalement d'histoire religieuse du fonds Isabelle Rambaud, 14 documents issus de la reprise d'arriéré (brochures, plaquettes, littérature grise).

La politique d'acquisition de la bibliothèque pour l'année 2016 a particulièrement mis l'accent sur « La musique et les musiciens » et « le cinéma », thèmes des conférences des Rendez-vous du mardi.

Parmi les acquisitions les plus remarquables, on peut citer les *Mémoires de Messire Robert Arnauld d'Andilly. Écrits par lui-même* de 1734.



Les abonnements aux **périodiques** se maintiennent : presse locale (16 ml), revues locales et revues professionnelles (2,75 ml). Cependant, l'accroissement des revues locales est légèrement inférieur à 2015 car les Archives départementales ont reçu moins de bulletins municipaux. Certaines communes mettent désormais en ligne leur bulletin sur leur site internet et rendent leur collection accessible uniquement sous forme numérique. Néanmoins le service poursuit la collecte des bulletins municipaux, associatifs et paroissiaux par une démarche volontaire auprès des producteurs de ces documents. Des contacts se sont ainsi établis avec l'archiviste du diocèse de Meaux pour sensibiliser les pôles paroissiaux à l'envoi de leur bulletin aux Archives départementales.

Le service a aussi reçu en don de la Bibliothèque historique de la ville de Paris 12 numéros de *Rencontre : bulletin du Service culturel municipal de la ville de Mitry-Mory*. Un particulier a par ailleurs donné 9 exemplaires du journal *La Voulzie* qui complètent les collections.

Comme chaque année, le service a procédé à l'élimination annuelle des périodiques (1,10 ml) conformément à la politique de désherbage des collections.

L'accroissement des fonds de publications officielles se réduit car depuis le 1^{er} janvier 2016 le Journal Officiel a cessé de paraître sous sa version imprimée. Il est désormais publié uniquement en ligne.

L'accroissement de la collection des *Recueils d'Actes Administratifs du Conseil général* est de 1 ml.

Les Archives départementales collectent enfin **des études et mémoires, des travaux d'érudits** locaux reçus sous forme de dactylogramme (cote 100J) : 4 mémoires universitaires, 3 travaux d'érudits ont été collectés en 2016 pour un total de 0,79 ml.

2.2. Traitements

2.2.1. Classement et description

En matière d'**archives administratives et judiciaires**, l'essentiel des traitements réalisés en 2016, au-delà des saisies correspondant aux entrées, a porté sur la poursuite des travaux suivants :

- Tribunal d'instance de Meaux (3912W) : identification des cotes à éliminer, rédaction d'un répertoire méthodique et reconditionnement.
- Affaires militaires : reprise d'analyses pour l'inventaire méthodique et reconditionnement.
- Permis de construire antérieurs à 1988 (archives des services de l'Équipement) : tri, reconditionnement, descriptions.
- Registre des domaines (1Q) : corrections et saisies de descriptions sur Excel avant import dans Gaia.

Pour 2017, le service des archives administratives, judiciaires et pénitentiaires prévoit un bilan de l'ensemble des instruments de recherche des fonds modernes afin de planifier les opérations nécessaires pour assurer la plus large diffusion des informations qu'ils contiennent, aussi bien par l'alimentation de la base de données Briard que par la publication en ligne d'instruments de recherche spécifiques.

Le Service **des archives notariales, communales et intercommunales** poursuit, en plus du traitement des nouvelles entrées, sa politique de reprise de l'ensemble des fonds.

Concernant **les archives notariales**, en parallèle du traitement des versements, l'équipe a assuré le travail de mise à plat de l'ensemble des fonds notariés démarré en 2013. Ce travail de révision, qui devait aboutir au cours de l'année 2016, devra être poursuivi en 2017, du fait des difficultés rencontrées dans le traitement des fonds au cours de cette année. Il a pour objectif de parfaire l'historicité des études grâce notamment à une reprise de la filiation des notaires et par le contrôle des périodes considérées jusqu'alors comme lacunaires. Cette reprise globale s'accompagne d'opérations de traitement complémentaire avec notamment l'intégration des documents issus de la série « E continu » aux fonds des études.

En 2016, douze fonds d'archives d'études notariales ont ainsi été traités (environ 70 ml), permettant la réalisation et mise en ligne d'instruments de recherche (232 pages).

Comme chaque année, une nouvelle édition actualisée du *Dictionnaire des notaires et des études de Seine-et-Marne* a été mise à la disposition du public en salle de lecture et sur le site Internet des Archives départementales.

Concernant **les archives communales et intercommunales**, aucun dépôt n'a été réalisé cette année. Comme pour le secteur des archives notariales, le travail de reprise de classement et de conditionnement des fonds communaux déposés, entrepris en 2015, a été poursuivi afin de résorber l'arriéré. 23 fonds communaux ont été entièrement classés, conditionnés et localisés par le service des archives communales et intercommunales qui a bénéficié de l'aide de deux stagiaires et d'une vacataire (67,5 ml). Ces différents travaux ont abouti à la rédaction de 296 pages d'instruments de recherche.

L'objectif fixé pour 2017 est de traiter et valoriser par la rédaction d'instruments de recherche 20 fonds notariés et 20 fonds communaux.

Dans le domaine des **archives privées**, le recrutement d'un remplaçant pour l'archiviste référent, toujours absent, a permis de réaliser différents traitements durant les huit mois du remplacement.

- Traitement des achats et pièces isolées (31 unités décrites) et reprise d'arriéré de pièces isolées (38 unités traitées).
- Classement et inventaire de plusieurs fonds :
 - o Fonds Michel Deslandres (292 J), 2 ml.
 - o Fonds de la Maison Beaupère (310 J), 4 ml.
 - o Fonds de la seigneurie de Thieux (90J1-21), 2,70 ml
 - o Fonds Duchesne Marin-Darbel (290J1-43), 2,50 ml
 - o Achèvement du fonds Eberhart (237j209-306), 14 ml
- Achèvement du classement de plusieurs petits fonds d'archives personnelles ou familiales, d'érudits ou d'associations, pour un total de 3,88 ml :
 - o Famille Pochard-Pochinot (309J1-4), 0,38 ml
 - o Fonds Antony-Pitra (308J1-17), 0,90 ml
 - o Fonds des Amis des anciens élèves du Petit collège d'Avon (306j1-5), 0,50
 - o Reliquat du fonds de la Société Meulière de la Ferté-sous-Jouarre (253J13-24), 1,80 ml
 - o Paroisse du Châtelet-en-Brie (269J), 0,30 ml

Début avril, après plusieurs mois d'échanges puis une délibération du Conseil départemental de Seine-et-Marne (18 décembre 2015), les Archives départementales de Seine-et-Marne ont remis en don à la ville de Cormontreuil les **archives de Suzanne Tourte** conformément au souhait de feu l'Abbé Perrin.

Le **secteur iconographique** a poursuivi le traitement des fonds, notamment sur la Première Guerre mondiale. La description du fonds de reproductions de photographies d'Eugène Labarre, soldat de la Première Guerre mondiale au 35^e RIT, a ainsi été achevée, l'inventaire restant à finaliser.

Les documents entrés en 2016 ont été traités en partie.

Le travail de description et d'indexation de l'arriéré des cartes postales se poursuit à raison d'une journée par semaine consacrée à ce travail par un agent en renfort. Cent vingt-trois cartes postales ont ainsi été décrites.

Un autre renfort d'une demi-journée par semaine permet une reprise de l'arriéré des collections photographiques. Trente-cinq photographies de la commune de Crouy-sur-Ourcq ont été décrites et le travail se poursuit sur les photographies de Coulommiers.

Concernant les **publications**, le traitement habituel des documents nouvellement entrés dans les collections a été mené tout au long de l'année pour les rendre disponibles auprès du public dans les meilleures conditions.

1436 revues ont été enregistrées et 16 nouvellement créées. Le travail de dépouillement des bulletins d'association et des revues d'histoire locale se poursuit afin d'enrichir la base de données en histoire locale. 158 articles ont été analysés et indexés, **102** articles de journaux locaux ont été dépouillés.

Le travail d'inventaire de la presse locale et des publications officielles se poursuit également. En 2016, les inventaires du *Briard*, de *l'Action démocratique* ont été achevés, ainsi que la mise à jour de l'inventaire des Journaux officiels et de celui des Recueils administratifs du Département.

Afin de rester en phase avec les dernières avancées de la recherche et pour se rapprocher de l'exhaustivité documentaire sur l'histoire de la Seine-et-Marne, plus de 150 catalogues d'éditeurs, de libraires et de marchands de manuscrits, d'autographes ont été dépouillés.

La valorisation des publications est passée cette année encore par la réalisation d'une liste récapitulative des nouvelles acquisitions, et par celle de 12 bibliographies thématiques à l'occasion des conférences des Rendez-vous du mardi, pour alimenter des rubriques du site Internet ou en lien avec des événements particuliers.

Une mise en valeur des collections a été faite sur la page Facebook et internet des Archives (BD en 77, catalogue nouvelles acquisitions 2016, École publique de garçons de Lagny en 1900, lettre de Bossuet).

Les partenariats visant à la valorisation des collections de publications auprès d'un public plus large se sont également poursuivis et enrichis en 2016. La collaboration du service à ESAUPE77 (Entente pour la sauvegarde du patrimoine écrit de Seine-et-Marne) se poursuit avec la préparation du changement de portail internet. Les Archives départementales sont activement impliquées dans cette opération.

Les relations avec BIB77 (la conservation partagée des périodiques) et le réseau SUDOC-PS, qui a la charge du signalement des collections de périodiques et de journaux détenus dans les bibliothèques françaises, continuent. En février 2016, un agent du service a été formé au logiciel Colodus, qui permet de signaler directement l'état des collections des Archives départementales dans la base du SUDOC-PS.

Par ailleurs, les articles dépouillés concernant l'histoire religieuse ont été signalés à la *Revue d'histoire de l'Église de France* qui publie un index annuel.

Les travaux de **normalisation** des données de description des documents d'archives au sein de la base BRIARD se sont poursuivis avec la migration des indexations « mots matière » du thésaurus réglementaire W vers le *Thésaurus pour la description et l'indexation des archives locales anciennes, modernes et contemporaines* dans son édition de 2012. Le maintien de la qualité des dictionnaires déjà normalisés (communes, paroisses, établissements industriels et commerciaux, personnages) est par ailleurs assurée par des contrôles réguliers des termes nouvellement utilisés.

2.2.2. Conservation, restauration

Suites de la crise sanitaire

Les actions menées en matière de conservation sont restées en 2016 majoritairement liées à la crise sanitaire débutée en 2015, liée au développement de colonies de moisissures dans certains magasins de conservation.

La **stabilisation de la situation sanitaire** constatée à la fin de l'année 2015 s'est confirmée en 2016.

Une inspection complète des magasins a été réalisée une fois par trimestre grâce à la mobilisation de l'ensemble des équipes et a relevé l'**absence de nouveaux développements**.

Les **conditions thermo-hygrométriques** dans les magasins font désormais l'objet d'un suivi quotidien et d'actions correctives si nécessaire grâce à l'équipement Testo-Saveris installé en juin 2015 et aux interventions coordonnées des agents du service magasinage-conservation, du service technique des Archives départementales, du chargé d'opération de la direction de l'architecture, des bâtiments et des collèges du Département (DABC), et à celles du prestataire de maintenance de la centrale de traitement de l'air (SIEC).

Le retour à la stabilité a été obtenu en tout début d'année 2016 et a permis de mettre fin à l'action palliative des 43 déshumidificateurs mobiles positionnés dans les magasins (et qui demeurent acquis aux Archives). Suite aux interventions techniques, aux paramétrages et réglages qui les ont accompagnées durant l'automne 2015, la centrale de traitement de l'air est désormais capable d'assurer seule des conditions conformes aux attentes, sous réserve que les dysfonctionnements régulièrement constatés fassent l'objet d'un règlement rapide. Les températures externes extrêmes de l'été 2016 n'ont ainsi pas eu de conséquence sur le climat intérieur des magasins.

De nouveaux **travaux** ont été réalisés **sur le système de traitement de l'air**, de même qu'un audit sur les groupes froids et une analyse fonctionnelle de l'ensemble du système. Un meilleur suivi a également été mis en place avec la définition d'une gamme de maintenance, d'outils et de plannings de contrôle et d'alerte. Un stock de pièces de rechange a été constitué pour accentuer la réactivité en cas de panne et des solutions étudiées pour pallier l'éventuelle défaillance d'un groupe froid ou d'une chaudière.

Des opérations restent en revanche à réaliser sur la centrale de traitement de l'air du bâtiment administratif, dont dépendent notamment la salle de tri, la salle de lecture et le petit dépôt, tous espaces dans lesquels transitent ou patientent des documents, pour lesquels une amélioration durable de la gestion de l'hygrométrie est particulièrement nécessaire.

L'**étude technique** destinée à déterminer le meilleur scénario pour le remplacement complet du système de traitement de l'air et l'amélioration de l'étanchéité des magasins (murage des fenêtres, remplacement des trappes de désenfumage) n'a pu être réalisée en 2016, en raison d'une procédure de marché public demeurée infructueuse. Elle doit être relancée en 2017, quand la stratégie d'ensemble aura été affinée, et notamment le nombre et la nature des scénarios soumis au consultant.

Dans le cadre de ces futurs travaux, un **bilan des collections** a été engagé pour identifier le volume des collections devant rester absolument communicables en cas d'externalisation et se poursuivra en 2017.

La prise en charge des documents affectés par la crise s'est poursuivie : ceux qui avaient l'objet de développement de moisissures ont tous été traités, et le dépoussiérage et conditionnement a commencé pour les collections non conditionnées et concernées par la présence de spores. Un nouvel appel d'offres de prestation de dépoussiérage et conditionnement a été notifié le 14 avril 2016, conduisant à poursuivre la collaboration avec la société Filigrane. 12 914 registres ont ainsi été dépoussiérés et chemisés sur-mesure pour un montant de 166 998,68 euros TTC.

De juillet à décembre, le service Magasinage-Conservation a été mobilisé sans interruption pour assurer la sortie et la réintégration des documents ainsi que leurs changements de localisations et de codes de conditionnement.

Le nombre de registres concernés par cette opération explique que la première moitié du magasin 8C, choisie en 2015 pour accueillir les registres traités, n'y ait pas suffi : la deuxième moitié du magasin, et désormais également le magasin 7C sont également affectés aux registres reconditionnés. Afin d'optimiser la gestion de l'espace, certains d'entre eux ont bénéficié d'un nouveau conditionnement collectif réalisé spécialement pour les Archives départementales : en carton de conservation, il est adapté à la dimension des étagères des magasins et à la hauteur des registres.



Boîtes collectives en carton de conservation

Les actions préventives destinées à éviter qu'une telle crise sanitaire ne se reproduise vont se poursuivre en 2017 selon deux axes :

- Suite du dépoussiérage et conditionnement de collections non protégées actuellement, dans le cadre de l'appel d'offres en cours.
- Dépoussiérage externe de l'ensemble des fonds et de leur environnement dans le cadre d'un appel d'offres publié en juillet 2016 dont la notification devrait intervenir au premier trimestre 2017. Cette prestation, organisée sur plusieurs années, permettra de faire dépoussiérer chaque magasin dans son intégralité (plafond, murs, sol, équipements), ainsi que tous les rayonnages et les collections.

L'année 2016 a par ailleurs été l'occasion de maintenir et pérenniser les **nouveaux modes de travail** mis en place à la suite de la crise sanitaire de 2015, notamment en matière de communication de documents et de prise en charge de versements.

Depuis le 5 octobre 2015, date de la réouverture de la salle de lecture (2 jours par semaine), la procédure de communication de crise reste appliquée : le taux d'hygrométrie du papier est systématiquement mesuré, puis le document est dépoussiéré. 287 ml de documents ont ainsi été dépoussiérés et 15,5 ml ont fait l'objet d'un reconditionnement. Cette procédure

restera en place jusqu'à ce que l'ensemble du dépôt ait été dépoussiéré et sa pérennisation ensuite pourra être envisagée.

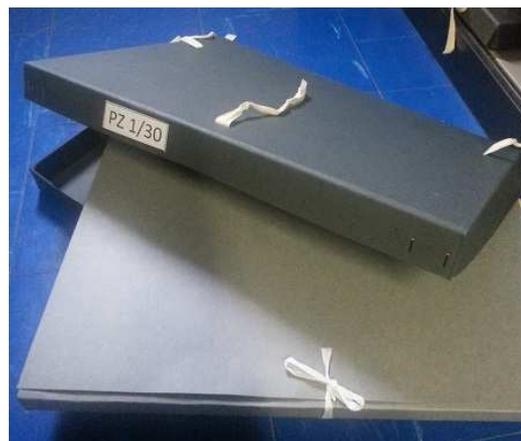
Le service Magasinage-Conservation a réceptionné **27 versements** représentant 280,43 ml, dont 4,6 ml ont été reconditionnés en polypropylène par le service lorsque cela n'avait pas été fait par les services versants. Chaque versement avant d'être traité (dépoussiérage, conditionnement et inventaire), a été stocké en salle d'assèchement afin que le taux d'hygrométrie du papier ne dépasse pas 50% d'humidité relative.

Autres actions de conservation préventive ou curative

L'aménagement en rayonnages métalliques du magasin 5D a été terminé avec 515,58 ml supplémentaires installés. L'aménagement de ce magasin atteint désormais un métrage équipé total de 787 ml et se conforme aux *Règles de base pour la construction et l'aménagement d'un bâtiment d'archives* publiées en octobre 2009 par la Direction des Archives de France.

La **destruction de documents** a été réalisée au mois de juin, avec 507,10 ml éliminés. Le protocole de transport, mis en place lors de la crise sanitaire de 2015, entre les magasins et la benne a été renouvelé. Chaque espace libéré a été désinfecté à l'alcool à 70°, de même que les chariots ayant transporté les archives à détruire.

Un nouveau marché de **restauration** pour poursuivre le traitement des collections de presse destinées à une numérisation et mise en ligne a été notifié le 15 mars 2016. Il a permis d'achever la restauration de *L'Abeille de Fontainebleau* (PZ1/11 à PZ1/12, et PZ1/16 à PZ1/32) : 4 798 feuillets ont été restaurés par l'Atelier Quillet pour un montant de 4 923,53 euros TTC. La restauration du *Briard* (PZ35/1 à PZ35/65) a débuté : 11 656 feuillets ont été restaurés par l'Atelier Quillet pour un montant de 23 773,28 euros TTC. 19 livres et 18 revues ont quant à eux fait l'objet d'une nouvelle reliure par l'Atelier Quillet pour un montant de 3 782,00 euros TTC.



Restauration et conditionnement sur-mesure de l'Abeille de Fontainebleau 1939

Le 14 octobre, un exercice d'évacuation des collections organisé avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours, caserne de Dammarie-lès-Lys, a permis de tester **le plan d'urgence d'évacuation des collections** en cas de sinistre mis en place depuis plusieurs

années. La collaboration avec le SDIS va se poursuivre en 2017 pour continuer de corriger et améliorer la procédure, avec probablement un nouveau test à réaliser.

2.3. Informatisation et numérisation

2.3.1. Informatisation

Le Service des Méthodes et traitements informatiques des Archives départementales a participé au projet de politique d'archivage interne : fourniture d'outils et aide aux utilisateurs pour l'organisation et la dénomination des fichiers au sein des espaces bureautiques et des espaces collaboratifs de la Direction.

Le projet de remplacement des serveurs des Archives départementales mené par la Direction des Systèmes d'information (DSI) s'est poursuivi : réflexion sur les procédures, les droits d'accès et la répartition des tâches entre la DSI et la DAD, de manière à prendre en compte les besoins métiers spécifiques liés à la gestion des archives numériques au regard des contraintes de sécurité des environnements de la DSI.

L'accompagnement des agents des Archives à l'utilisation du logiciel métier GAIA a porté sur les actions suivantes :

- Formation des nouveaux agents.
- Formation ponctuelle des services sur des besoins spécifiques comme la gestion des travaux de dépoussiérage et conditionnement.
- Formation et tests d'une possibilité de gestion des réservations de documents en ligne.

Des requêtes ponctuelles d'exploitation des données ont été réalisées, parmi lesquelles :

- Extraction de fiches de catalogage de la bibliothèque des Archives pour intégration au portail Esaupe.
- Repérage des collections devant rester accessibles en communication en cas de travaux sur les magasins de conservation des documents.
- Fourniture d'éléments statistiques sur l'évolution des données de description des documents d'archives et les communications.

2.3.2. Numérisation et reproductions

Le programme de numérisation de 2016 a porté sur les registres d'hypothèques du service de la publicité foncière de Meaux. Afin de faciliter les recherches préalables par le public, et notamment les études notariales, il a été décidé de numériser les registres de formalités. 319 210 pages correspondant à 387 répertoires, 97 tables alphabétiques et 8 registres indicateurs, ont ainsi été numérisées en prestation externe et seront mises en ligne sur le site Internet en janvier 2017.

Par ailleurs, 103 491 matricules militaires des soldats de la Première Guerre Mondiale ont fait l'objet d'une prestation d'indexation nominative. Ces indexations seront mises à disposition du public sur le site Internet des Archives dès que les paramètres techniques le permettront. Les fichiers sont dès maintenant consultables sur le site « Grand Mémorial ».

En interne, l'atelier a produit 5 710 fichiers issus de la numérisation de documents d'archives (numérisation doubles pages pour les registres, à l'unité pour les pièces isolées). 8 416 copies de documents d'archives ont été effectuées, répondant en grande majorité aux demandes de notaires.

Le maintien et l'amélioration de la qualité des images déjà fournies se poursuivent, par une collaboration du service de numérisation, du service informatique et du service des publics. Sont ainsi réalisés régulièrement le suivi et la livraison des corrections d'anomalies signalées par les lecteurs. Cette année a aussi été livré le séquençage par commune des recensements de population, permettant un accès plus simple des lecteurs aux données qui les intéressent. Enfin, les compléments d'état civil devenant consultables en salle de lecture et sur internet ont été mis à disposition.

Tout au long de l'année 2016, des interventions de signalétique, graphisme, mise en page, et conception d'images, ont également été réalisées, en partie dans le but d'alimenter le site Internet des Archives départementales.

2.3.3. Archivage numérique définitif

L'année a été marquée par le premier versement d'archives numériques définitives : la matrice cadastrale dématérialisée de 2004. Un travail a été mené conjointement avec la Direction des Systèmes d'information (DSI) pour la récupération et le stockage sécurisé des fichiers afférents, en attendant de disposer d'un système d'archivage électronique réel qui permettra de les conserver avec de meilleures garanties de pérennité.

L'accès aux données par le biais de l'application VisuMatrice a été ouvert en salle de lecture en juillet 2016. Il pose néanmoins un problème pratique important : la bascule entre le mode de consultation « ouvert » avec toutes les données personnelles et le mode « public » ne peut être verrouillée, et cette application ne peut donc être mise à la disposition du public sans un accompagnement individuel.

Ce versement a également été l'occasion de relancer le projet de réalisation d'un SAE pour les archives historiques et d'intégrer ce dernier au schéma directeur informatique 2017-2019. Toutefois, la cartographie des applications métiers utilisées dans les services producteurs n'est pas réalisée actuellement, et ne pourra l'être avant le recrutement d'un e-archiviste dédié.

La prise en compte des archives numériques historiques des services producteurs a par conséquent principalement porté sur la sensibilisation des services producteurs par le biais de rencontres et par la diffusion du vade-mecum « Autoriser la destruction de documents sur support papier après leur numérisation ».

2.4. Service GAIA

2.4.1. Moyens financiers

Le montant global des dépenses de fonctionnement du Service GAIA en 2016 a été de 367 838 euros. Ces dépenses ont concerné pour l'essentiel les frais de personnel et les frais généraux de fonctionnement du service.

Les recettes de fonctionnement se sont élevées à 409 397 euros, constituées de la participation financière des partenaires à hauteur de 274 371 euros.

Les dépenses d'investissement se sont élevées à 3 570 euros et ont concerné le renouvellement du matériel informatique du service.

Les recettes d'investissement, constituées par l'amortissement, se sont élevées à 9 164 euros.

Il a par ailleurs été acté par le Conseil d'exploitation que la Régie devait s'engager dans une politique de communication et de commercialisation forte s'appuyant sur un budget de 36 000 €.

2.4.2. Personnel

Pour rappel, le Service GAIA est composé de :

- Quatre techniciens informatiques chargés du développement et de la maintenance du logiciel ainsi que des formations (Trois techniciens à partir du mois de novembre).
- Un ingénieur chargé de la Direction du service.

Un apprenti en licence marketing a quitté le service fin septembre et un nouvel apprenti a été recruté début octobre pour une durée d'un an sur la même formation.

2.4.3. Actions menées en 2016

L'année 2016 a permis la livraison de plusieurs versions de GAIA et en particulier le développement de la prise en charge des archives électroniques (description des documents et des niveaux de classement). Un marché de prestation d'aide au développement du logiciel, notifié début 2016 pour une durée de deux ans a permis d'accompagner l'équipe pour la réalisation de ces développements importants.

1. Mai 2016 : version 9.4.3

- Gestion des travaux sur les documents par fiche
- Evolution du visualiseur à de nouveaux formats, xml, html, (en ligne sur le site des Archives départementales de Seine-et-Marne depuis juillet 2016). Un redéveloppement permettra d'optimiser son usage à l'été 2017 entre autres en restituant le cadenas des paramètres d'usages et en proposant des fonctionnalités pour la copie des images.
- Réservation des documents par internet

2. Septembre 2016 : version 9.4.4

- Correctifs
- Liens avec Azalae

- Outils de calculs des dates extrêmes

3. *Novembre 2016 : version 9.4.5*

- Edition par « fichiers modèles sous word »
- Journalisation avec Azalae
- Compteur de réservation par jour différent

En matière de formation, les agents du service, qui ont suivi le cursus de formateur interne du Département, ont réalisés 13 sessions de formation pour 51 agents au total.

2.4.4. Partenariats

L'animation du partenariat entre Départements a donné lieu à une réunion plénière du Comité des Utilisateurs, le 31 mai à Dammarie-lès-Lys. Celle de l'automne a été reportée à 2017.

Enfin, un groupe de travail a été organisé entre Départements partenaires concernant les bordereaux de versements et d'éliminations, le 30 mai.

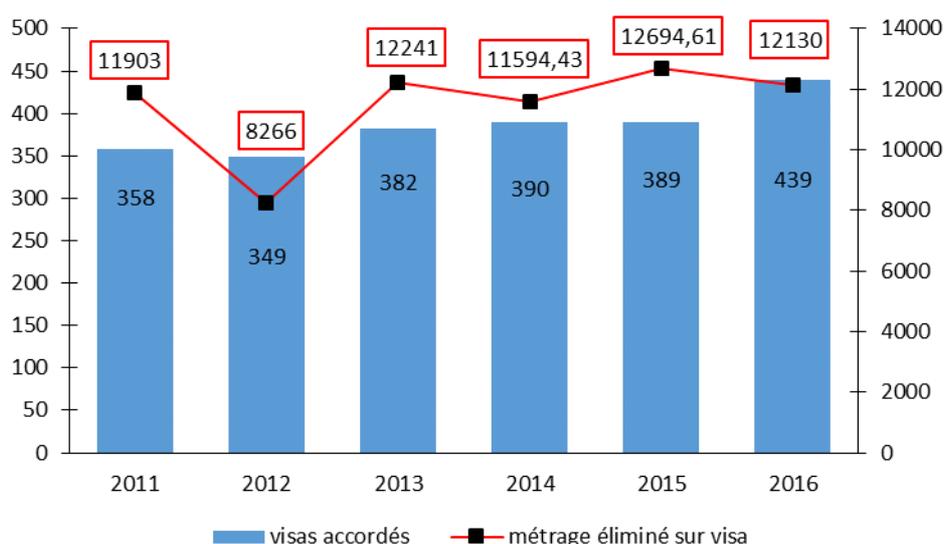
Par ailleurs, la Régie GAIA a engagé un dialogue constructif avec la Communauté de communes des Portes briardes dans une perspective de développement de son logiciel en direction des communes et intercommunalités.

3- CONTRÔLE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ET RECORDS MANAGEMENT

3.1. Éliminations

Le contrôle des bordereaux d'élimination a connu une nette augmentation avec 439 bordereaux examinés et validés (389 en 2015). Ils se sont traduits en revanche par l'élimination d'un plus faible métrage linéaire total, à 12 130 ml (12 694,61 ml en 2015).

- 164 bordereaux pour les archives administratives, judiciaires et pénitentiaires, soit 10 601 ml éliminés.
- 275 bordereaux pour les archives communales et intercommunales, soit 1 529 ml éliminés.



Les éliminations les plus représentatives sont cette année encore celles de la Chambre régionale des Comptes d'Île-de-France avec 3 310,92 ml (4 195 ml en 2015), l'ensemble des services de la Direction départementale des Finances Publiques (DDFIP) avec 1 371,9 ml (2 496,7 ml en 2015) et les tribunaux avec 1 539,05 ml (2 905 ml en 2015). Quant à Pôle Emploi Île-de-France, 979,5 ml ont été présentés au visa d'élimination.

Il importe par ailleurs de signaler que les inondations exceptionnelles dans le département au mois de juin ont provoqué des destructions non contrôlées d'archives : 70 ml à la trésorerie de La Ferté-Gaucher, 1 200 ml sur le site de Melun de la Caisse primaire d'assurance maladie (CPAM). Inclus dans le total ci-dessus par souci de clarté quant au volume d'archives effectivement détruites, ces destructions n'ont bien entendu pas été faites suite à la délivrance d'un visa et ne correspondent pas à des documents dont la durée d'utilité administrative était atteinte. Pour la trésorerie de La Ferté-Gaucher, des typologies diverses sont concernées, dont certaines n'auraient dû être éliminées qu'en 2025, et tout n'a pu être identifié en raison de l'état très dégradé des documents inondés. Pour la CPAM, il s'agit uniquement de pièces justificatives de prestations, dont les plus récentes auraient dû être éliminées en janvier 2019.

3.2. Inspections

3.2.1 Communes

Vingt inspections et visites ont été réalisées dans les communes et les structures intercommunales en application du Code du Patrimoine : 13 dans des communes de moins de 2 000 habitants (Barcy, Boitron, La Trétoire, Citry, Ussy-sur-Marne, Armentières-en-Brie, Pierre-Levée, Saint-Martin-en-Bière, Fleury-en-Bière, Louan-Villegruis-Fontaine, Poigny, Beauchery-Saint-Martin et Sainte-Colombe), sept dans des communes de plus de 2 000 habitants (Crégy-les-Meaux, la Ferté-sous-Jouarre, Chanteloup-en-Brie, Bussy-Saint-Georges, Montereau-Fault-Yonne, Lognes, Varennes-sur-Seine).

Le calendrier d'inspection de l'année 2017 a été établi dans l'objectif de répondre à l'évolution du territoire mais également d'augmenter le nombre d'inspections réalisées sur une année.

L'année 2016 a également été marquée par des catastrophes météorologiques avec d'importantes inondations qui ont frappé le département. Les conséquences sur les archives sont proportionnellement mineures. Seule la commune de Nemours a eu quelques documents touchés. Ces derniers ont été éliminés par anticipation avec la rédaction d'un bordereau d'élimination détaillé. Le secteur notarial a également subi des pertes de documents dans les deux offices de cette commune. Les minutes après 1940 ont été en partie touchées.

Enfin un travail d'expertise et d'accompagnement est actuellement mené par les Archives départementales auprès de la Communauté de communes des Portes Briardes entre Villes et Forêts dans le cadre d'un projet de mutualisation pour la gestion des archives entre la communauté de communes, Lésigny, Férolles-Attilly, Ozoir-la-Ferrière et Tournan-en-Brie. Ce travail d'accompagnement et d'expertise se traduit par l'apport d'une connaissance métier, la participation à des réunions et des conseils sur les orientations à prendre pour une mutualisation réalisable. Au cours de l'année 2017, un scénario de mutualisation sera choisi par ces collectivités, les Archives départementales en tant que référent aideront à la mise en place du choix retenu.

3.3. Visites et conseils

3.3.1. Les producteurs

L'accompagnement des services producteurs s'est traduit en 2016 par la réalisation de 14 visites. Elles ont fait suite notamment à des sinistres dus aux intempéries de mai-juin 2016 (trésorerie de La Ferté-Gaucher, site de Melun de la Caisse primaire d'assurance maladie), mais aussi à la volonté de certains services de déployer une politique d'archivage ou bien de déménager leurs archives (université de Marne-la-Vallée, centre de rétention du Mesnil-Amelot, etc.).

La formation à l'archivage pour les services producteurs élaborée par un groupe de travail interne d'une dizaine d'agents travaillant depuis début 2015 a été mise en œuvre à partir de juin 2016. Intitulée « Gérer et archiver ses documents », son objectif est d'amener les services producteurs à mieux comprendre leurs responsabilités et d'améliorer la qualité et la rapidité de mise en œuvre des procédures de versement et d'élimination.

Cette formation est destinée dans un premier temps aux services du Département et plus particulièrement aux Maisons départementales des solidarités (MDS). La première session de

formation a eu lieu les 27 et 28 juin 2016. Trois binômes se sont rendus dans les MDS de Meaux, Montereau-Fault-Yonne et Nemours.

À l'issue de ces sessions, le bilan effectué a permis d'ajuster la forme et le fonds de la formation, amenant notamment désormais à proposer la formation sur 1,5 jour et non plus 2 et à la réaliser aux Archives départementales et non plus sur le site du service formé.

L'objectif pour 2017 est de continuer la formation des autres MDS, tandis que d'autres services du Département, tels que la direction de la Communication, commencent à manifester leur envie d'y participer.

Dans un deuxième temps, la formation pourra être déployée auprès des services de l'État, des communes et des intercommunalités.

3.3.2. Rencontre annuelle des archivistes communaux et intercommunaux

Comme tous les ans, les Archives départementales ont organisé une rencontre avec les professionnels des archives communales ou intercommunales et d'un des archivistes du Centre départemental de gestion.

La réunion, tenue le 21 juin, a permis de réunir durant une matinée une trentaine d'archivistes et d'aborder les points suivants :

- La crise sanitaire aux Archives départementales.
- Les inondations qui ont eu lieu dans le département au cours de l'année.
- L'actualité réglementaire.
- L'activité du service des archives communales et intercommunales aux AD77.
- Les impacts de la réforme territoriale sur la gestion des archives des collectivités du département.
- L'activité des différents services d'archives constitués dans le département.

Cette rencontre annuelle permet de développer le réseau des archivistes du département, d'échanger sur les différents sujets d'actualités et sur des difficultés rencontrées par certains professionnels.

3.4. Records management papier et numérique

L'année 2016 a été marquée par des réorganisations et la mise en place des nouvelles équipes de direction au Département. Bien qu'annoncé en 2015, le **projet de gouvernance de l'information** pour l'ensemble des services du Département n'a par conséquent pas été lancé par la Direction générale.

Le chantier de mise à jour du **tableau de gestion** des archives de la Direction générale adjointe des solidarités (DGAS) a été poursuivi.

L'expérimentation sur les trois maisons départementales des solidarités (MDS) a pris fin avec l'élaboration d'une première version du tableau de gestion. La nécessité de prendre en compte l'ensemble de la chaîne de production documentaire pour comprendre la valeur propre de chaque dossier a néanmoins amené à modifier le projet initial. Il a ainsi été décidé de mettre en suspens l'élaboration d'un tableau de gestion spécifique pour les MDS, au profit d'une approche par fonction/activité qui permette d'étudier la production de l'ensemble des

services impliqués dans une même fonction et d'apprécier la valeur des différents exemplaires d'un même dossier ou de deux dossiers proches.

La première fonction étudiée selon cette nouvelle approche est l'aide sociale à l'enfance, pour laquelle plusieurs services ont été audités à l'automne (Aide sociale à l'enfance, service Adoption, etc.). Ce travail devrait par ailleurs servir de base à la nouvelle mission de dématérialisation des dossiers administratifs de l'ASE lancée par la DGAS le 1^{er} décembre 2016.

Le groupe « **Politique d'archivage de la direction des Archives départementales** » a poursuivi ses travaux et finalisé le tableau de gestion et le plan de classement de la direction. Une formation a été organisée pour tous les agents des archives ; un réseau de référents archivage a été mis en place et réuni à plusieurs reprises. Les procédures communes de gestion documentaire ainsi que l'implémentation du plan de classement pour les fichiers numériques sont en cours et devraient être poursuivis en 2017.

Pour ce qui est du **suivi des projets de dématérialisation**, l'année 2016 a été marquée au Département par le départ du directeur des systèmes d'information et le report de la validation du schéma directeur informatique, dans lequel est inscrit un système d'archivage électronique intermédiaire pour les services du Département.

Les projets de dématérialisation eux-mêmes se sont néanmoins poursuivis, avec notamment la mise en œuvre obligatoire au 1^{er} janvier 2017 de la dématérialisation des pièces justificatives comptables (direction des Finances), et le travail engagé pour les dossiers d'aide sociale (Direction des Personnes Âgées et Handicapées). Dans ce cadre les Archives départementales participent à la réflexion concernant le classement et le cycle de vie des documents. Elles sont également associées au nouveau projet de dématérialisation des dossiers d'aide sociale, qui devrait être effective au début de l'été 2017.

Par ailleurs, le travail mené avec la Maison départementale des personnes handicapées (MDPH) se poursuit concernant la dématérialisation du flux et du stock de dossiers individuels, de façon à évaluer la possibilité d'accorder un visa d'élimination par anticipation pour les dossiers originaux papier objets de la numérisation.

4- MISSIONS TERRITORIALES

4.1. Aide aux communes

La politique d'aide **aux communes pour la reliure et la restauration** de leurs archives s'est poursuivie en 2016 : 14 communes ont bénéficié de subventions. La somme globale des subventions attribuées s'élève à 5 526 euros (5 658 euros en 2015).

- Subventions pour la reliure et la restauration d'archives communales à hauteur de 30% (Communes de moins de 5 000 habitants) :

Canton	Commune	Pop	Coût total opérations retenues (HT) en €	Montant subvention en €	Documents traités
Coulommiers	Chevru	1087	552,50	166	Reliure de 5 registres d'état civil (1901 - 1950).
La Ferté-sous-Jouarre	Étrépilly	853	731,80	220	Reliure et restauration de 4 registres d'état civil (1903 - 1942).
La Ferté-sous-Jouarre	Sainte-Aulde	691	762,51	229	Reliure d'un registre de table décennale (1793 - 1853) et d'un registre d'état civil (1921 - 1930).
Lagny-sur-Marne	Carnetin	488	262,26	79	Reliure et restauration d'un registre d'arrêtés (1884 - 1878) et 2 registres de délibérations (1903 - 1987).
Nangis	Bombon	878	811,50	243	Reliure et restauration de 5 registres d'état civil (1873 - 1922).
Nangis	Courtomer	542	1337	401	Reliure et restauration de 4 registres paroissiaux (1637 - 1754).
Nangis	Mormant	4470	2160	648	Reliure et restauration de 3 registres d'état civil (1803 - 1812, 1853 - 1862, 1873 - 1882).
Nangis	Vieux-Champagne	184	250	75	Reliure et restauration d'un registre d'état civil (1893 - 1932).
Provins	Beton-Bazoches	825	299	90	Reliure et restauration d'un registre paroissial (1564 - 1598).
Total :				2151	

- Subventions pour la reliure et la restauration d'archives communales à hauteur de 15% (Communes de plus de 5 000 habitants) :

Canton	Commune	Pop	Coût total opérations retenues (HT) en €	Montant subvention en €	Documents traités
Chelles	Chelles	52286	1154,28	173	Reliure et restauration de 58 cahiers de listes électorales (1871 - 1909).
Fontainebleau	Fontainebleau	15287	6524,10	979	Reliure et restauration de 14 registres paroissiaux (1662 - 1709).
Meaux	Meaux	54024	4548,15	682	Reliure et restauration de 22 registres

					paroissiaux et d'état civil (1851 - 1947).
Melun	Melun	40011	5415	812	Reliure et restauration d'un registre d'état civil (1852), 4 registres de délibérations (1840 - 1851) et 18 autres liasses de documents d'archives (1792 - 1894).
Provins	Provins	12601	4862	729	Reliure et restauration de deux manuscrits du fonds Ithier et de 8 manuscrits du fonds Michelin.
Total :				3375	

L'année 2016 a été marquée par une refonte des critères d'attribution des subventions pour les communes de moins de 5000 habitants (rapport en séance du 18 novembre 2016). Dès l'exercice 2017, les communes de moins de 5000 habitants bénéficieront d'une subvention à hauteur de 50 % du montant hors taxe du coût total de l'opération. À cela s'ajoute également une redéfinition des modalités et conditions d'attributions avec pour objectif de prioriser les demandes reçues.

4.2. Aide aux associations

Le Conseil départemental subventionne et soutient les associations d'histoire et de généalogie de Seine et Marne. Elles sont actuellement au nombre de 67, dont 4 ont leur siège hors département, soit qu'elles opèrent sur plusieurs départements ou bien opèrent à l'échelle nationale et mettent en valeur l'histoire départementale.

En 2016, pour *l'aide au fonctionnement* des associations, 24 dossiers ont été instruits et retenus, pour un montant total de **10 000 €**. Pour *l'aide aux projets*, 4 dossiers ont été instruits et retenus, pour un montant de **3 440 €**. Pour *l'aide à la recherche et aux chantiers*, aucun dossier n'a été présenté. Les subventions s'échelonnent entre 150 et 900 euros. Au total, **13 440 €** ont donc été attribués à des associations d'histoire et de généalogie, dont 2 hors département. Soit un maintien presque équivalent de l'aide accordée en 2015 (13 380 € dont 10 080 € au fonctionnement et 3300 € aux projets par 27 associations). Trois des projets sont des éditions tandis qu'un projet est lié à la mise en place des journées du patrimoine.

4.2.1. Aide au fonctionnement

Canton	Siège Social	Association	Subvention
Claye-Souilly	Chauconin-Neufmontiers	Histoire et Collection	270 €
Claye-Souilly	Claye-Souilly	Société d'histoire de Claye et de ses environs (S.H.C.)	300 €
Claye-Souilly	Crégy-les-Meaux	Crégy-les-Meaux et son histoire	150 €
Combs-La-Ville	Brie-Comte-Robert	Association généalogique de Brie-Comte-Robert (A.G.B.C.R.)	900 €
Fontainebleau	Bourron-Marlotte	Les Amis de Bourron-Marlotte	250 €
Fontenay-Trésigny	Coubert	L'Orangerie de Coubert	400 €
Fontenay-Trésigny	Fontenay-Trésigny	Cercle historique Fontenaisien (C.H.F.)	800 €

Fontenay-Trésigny	Solers	Club Histoire et Généalogie de Solers	500 €
Meaux	Meaux	Cercle généalogique de la Brie (C.G.B.)	900 €
Meaux	Meaux	Société historique de Meaux sa région (S.H.M.R.)	900 €
Mitry-Mory	Dammartin-En-Goële	Société d'histoire et d'archéologie de la Goële (S.H.A.G.)	300 €
Mitry-Mory	Mitry-Mory	Association Les Amis du Passé de Mitry-Mory	400 €
Montereau-Fault-Yonne	Dormelles	La Recherche de Nos Ancêtres (L.A.R.E.N.A. 77)	180 €
Montereau-Fault-Yonne	Moret-Sur-Loing	Les Amis de Moret et de sa région (A.M.R.)	500 €
Nangis	Le Châtelet-en-Brie	Société d'histoire du Châtelet-en-Brie	250 €
Nangis	Valence-en-Brie	Histoire, Patrimoine & Environnement Valençois (H.P.E.V.)	300 €
Nemours	Château-Landon	Histoire et Archéologie de Château-Landon	200 €
Nemours	Villemaréchal	Association historique Villemaréchal et Boisroux (A.H.V.B.)	300 €
Provins	Provins	Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins (S.H.A.A.P.)	900 €
Provins	Saint-Loup-de-Naud	Association "Les Écoliers de Saint-Loup-de-Naud"	200 €
Serris	Saint -Germain-Sur-Morin	Office d'Action Culturelle - Groupe de Recherches Historiques et Archéologiques (O.A.C.-G.R.E.H.A.)	200 €
Villeparisis	Villeparisis	Villeparisis et son passé	150 €
Hors Département	Paris	Amis de la Fondation pour la mémoire de la déportation	500 €
Hors Département	Hors Département	Société historique de Noisy-le-Grand, Gournay-sur-Marne, Champs-sur-Marne et archéologique de Marne-la-Vallée (S.H.N.G.C.)	250 €

4.2.2. Aide aux projets

Canton	Siège Social	Association	Titre du projet	Budget du projet 2016	Subvention
Fontainebleau	Fontainebleau	Les Amis de la Forêt	Edition : <i>Les grès de Fontainebleau, carrières et carriers</i>	962 €	240 €
Nangis	Valence-en-Brie	Histoire, Patrimoine & Environnement Valençois (HPEV)	Edition : <i>Valence en Brie et sa maison hantée</i>	4 956 €	1 200 €
Nemours	Château-Landon	Histoire et Archéologie de Château-Landon	Journées du patrimoine [3000 euros de frais de réception et défilé de voitures anciennes ont été déduits]	4 300 €	1 000 €

Provins	Provins	Société d'histoire et d'archéologie de l'arrondissement de Provins (SHAAP)	Edition : <i>l'aristocratie de Provins au XIIème siècle</i>	4 404,63 €	1 000 €
Total				4 440 €	3 440

4.2.3. Journée de rencontre annuelle avec les associations

La 19^e rencontre avec les associations d'histoire et de généalogie a eu lieu le 03 novembre 2016 aux Archives départementales en présence de Patrick Septiers, vice-président du Conseil départemental de Seine-et-Marne, chargé de la culture et du patrimoine. Cette matinée a réuni 33 personnes représentant 18 associations. À noter qu'une association se situe hors département mais œuvre sur plusieurs départements, dont la Seine-et-Marne, et qu'une nouvelle association, *Les quartiers de chocolat* (dont le siège se trouve à Noisiel), était également présente.

La rencontre a permis une présentation sur les actualités juridiques et culturelles liées aux archives ainsi qu'une intervention sur la gestion des archives d'association. Plusieurs associations ont eu l'occasion de présenter leurs publications récentes. Enfin, les participants avaient la possibilité de participer l'après-midi à un atelier « Bienvenue aux Archives » et de visiter le bâtiment.

5- ACTION SCIENTIFIQUE ET CULTURELLE

5.1. Accueil du public en salle de lecture, communications, recherches

Les modalités d'accueil du public en salle de lecture n'ont pas changé depuis la réouverture du 6 octobre 2015 : la salle de lecture est ouverte au public de façon restreinte, deux jours par semaine, les mardis et mercredis. La procédure de consultation est basée sur un système de réservation obligatoire et un quota maximum de 3 documents originaux par lecteur et par jour. Les réservations s'effectuent obligatoirement une semaine à l'avance par mail, téléphone ou lors de la venue du lecteur en salle.

Pour le calcul de certaines statistiques, le comparatif est effectué entre l'année 2014 et l'année 2016 afin de s'établir sur 2 années d'ouvertures complètes, et en mettant en balance la différence de fonctionnement. Pour d'autres chiffres le comparatif sera fait sur les 3 années successives (2014, 2015 et 2016) afin de voir l'évolution globale du fonctionnement.

Le fonctionnement en place impacte bien sûr la fréquentation de la salle de lecture qui a reçu 655 lecteurs en 2016, contre 579 en 2015 et 1038 en 2014. Pour ce chiffre, la comparaison est plus intéressante à cibler entre 2015 et 2016 car le nombre de jours d'ouverture a été sensiblement similaire (103 et 100). On constate une certaine hausse, avec la répartition suivante :

	2015	2016
Nouvelles inscriptions	244	312
Validations	335	343

Si les validations sont assez stables à une douzaine près, les nouvelles inscriptions sont pour leur part en grande progression : + 27,8 %.

En étendant l'étude de la fréquentation aux deux années antérieures et en calculant une moyenne des lecteurs accueillis selon le nombre annuel de jours d'ouverture on constate même une progression constante de la fréquentation malgré la crise sanitaire de 2015 :

	Nombre de lecteurs	Nombre de jours d'ouverture de la salle	Ratio de lecteurs par jour
2014	1038	235	4,41
2015 (crise sanitaire)	579	103	5,62
2016	655	100	6,55

Le nombre de séances montre la même tendance, puisque l'on passe de 1413 séances en 2015, à 1932 séances en 2016, soit une augmentation de 36,7%.

Et de même, en comparant le nombre de séances (par demi-journées toujours) rapporté sur le nombre de jours d'ouvertures au public (tableau ci-dessous), avec en gras les chiffres avec l'ouverture restreinte de la salle, on constate que le ratio est toujours largement supérieur en ouverture restreinte à celui enregistré lors de l'ouverture à 5 jours par semaine.

1^e trimestre	Nomb re de séances	Nombre de jours d'ouverture	Ratio
2014	956	65,5	14,5 séances
2015	695	59	11,7 séances
2016	552	26	21,2 séances
2^e trimestre 2016	521	26	20 séances
3^e trimestre 2016	388	24	16,2 séances
4^e trimestre	Nomb re de séances	Nombre de jours d'ouverture	Ratio
2014	674	58	11,6 séances
2015	446	23	19,4 séances
2016	463	24	19,3 séances

Le nouveau système de fonctionnement, intégré par les lecteurs, n'a pas fait diminuer le nombre de séances de travail, bien au contraire, ce qui prouve que l'intérêt et la fidélité du public ne faiblissent pas, malgré les contraintes de consultation.

Pour la tendance des **recherches**, il convient de noter que la généalogie, en revanche, perd de l'importance dans la proportion des lecteurs qui le déclarent : 31,3% en 2016 (contre près de 40% en 2015, et 35% en 2014). Elle baisse de façon proportionnelle dans le pourcentage des recherches déclarées par les lecteurs : 32,5%.

Les recherches scientifiques et culturelles (thèses, recherches universitaires, publications, préparation d'exposition, etc.) après une nette diminution l'an passé (16,75% en 2015 contre 19,66% en 2014) remontent à 20,4%, retrouvant leur proportion d'avant la crise sanitaire.

De leur côté, les recherches à caractère administratif ou professionnelles repartent en hausse puisqu'elles passent de 24% à près de 30%.

La stabilisation du nouveau fonctionnement semble avoir amené les professionnels à prendre leurs marques et à compléter leurs visites en salle par une hausse des demandes par correspondance. La fonction juridique des archives prime, comme l'examen des demandes effectuées par correspondance permettra de le voir plus loin.

L'étude des différents types de communications permet de voir comment le système de réservation et l'ouverture restreinte impacte l'usage qui est fait des archives.

a. Le nombre total de documents communiqués en salle de lecture en 2016 est 15 814 cotes contre 11 015 en 2015.

- communications en salle de documents numériques : 11 813 avec une hausse de 60,37% par rapport à l'année précédente. Cette croissance exponentielle tient d'une part à l'accroissement des sources numériques qui se poursuit continuellement, d'autre part au fait que l'accès aux postes informatiques de la salle, contrairement aux documents originaux, est libre lors des jours d'ouverture.
- communications en salle de documents originaux : 4 001 ce qui représente une hausse de 9,64%. Si ce chiffre paraît moindre comparé à celui des documents numériques, on

peut souligner de nouveau le fait qu'il porte sur le même nombre de jours d'ouverture entre les 2 années mais avec des quotas de documents autorisés bien moindres (3 documents contre 10 auparavant).

En comparant le ratio du nombre de documents par rapport aux jours d'ouverture, sur les 3 dernières années, on constate que le système des réservations en place n'a pas entraîné de baisse de consultations. Au contraire, la grande majorité des chiffres trimestriels montrent une hausse du nombre de documents consultés.

	Nombre de documents (tous types confondus)	Nombre de jours d'ouverture	Ratio
1^e trimestre			
2014	2630	65,5	40,1 documents
2015	2494	59	42,3 documents
2016	1198	26	46,1 documents
2^e trimestre			
2014	1923	56,5	34 documents
2016	978	26	37,6 documents
3^e trimestre			
2014	2234	58	38,5 documents
2016	832	24	34,7 documents
4^e trimestre			
2014	2151	58	37,1 documents
2015	836	23	36,3 documents
2016	962	24	40,1 documents

- b. Les mouvements internes de documents originaux (pour répondre notamment aux recherches par correspondance) : 4895 soit une hausse de 19,6% par rapport à 2015, ce qui va en adéquation de la hausse du nombre de recherches à distance qui sera abordée plus loin.

Les différents espaces ouverts au public sont restés dans la même configuration que l'an passé. Ils sont toujours, à l'exception de l'espace des originaux dont nous avons évoqués les spécificités, accessibles aux lecteurs librement et sans aucune restriction.

	2015	2016
Lecteurs ayant fait des consultations numériques	36,44%	33,43%
Lecteurs n'ayant fait que des consultations numériques	11,91%	14,05%
Part des consultations numériques dans l'ensemble des communications	66,87%	74,7%

La part globale des consultations numériques dépasse son taux référence de 2008 qui s'établissait à 69,5%. Les mêmes raisons qu'invoquées précédemment sont sans doute en œuvre : d'une part l'élargissement de l'offre numérique accessible uniquement en salle mais

non sur Internet ; d'autre part le libre accès de l'espace numérique au contraire de l'espace de consultation des originaux.

Il y a eu, en 2016, 3 demandes de consultations faites sur dérogation aux délais légaux de communicabilité, pour un total de 4 documents. Toutes les demandes instruites ont reçu une réponse positive pour ce qui est de la consultation.

Le service des publics a également assuré la réponse aux **demandes par correspondance** : 1706 courriers de demande ont été traités au cours de l'année ce qui représente une augmentation assez importante (+18,14% par rapport à 2015) puisque ce chiffre dépasse même celui plus important de 2014 en fonctionnement normal (1568 courriers).

La donne est donc inverse à celle de l'année 2015 où les courriers étaient moins nombreux malgré la situation exceptionnelle. Dorénavant, et outre la fréquentation en hausse que nous avons constaté plus haut, les demandes de recherches par correspondance prennent une dimension plus importante, pour pallier le manque d'accessibilité des documents dû au système des réservations.

Sur l'année, les recherches de nature administrative, toujours majoritaires, prennent une place de plus en plus importante, quasiment 68%, soit presque 10% de plus qu'en 2014 et plus de 3% par rapport à 2015 où elles représentaient 64,5% des recherches. Le parti pris du service d'effectuer systématiquement les recherches pour faire valoir des droits explique ce chiffre.

Toutefois l'évolution sur l'année est cohérente avec celle de l'année passée où le nombre augmentait et s'intensifiait au moment de la réouverture.

Cette progression se poursuit donc, semblant confirmer l'hypothèse émise l'an passé : les professionnels font effectuer les recherches à distance du fait des contraintes d'ouverture et de quota qui les obligent à revenir d'une semaine sur l'autre pour une même recherche. Le nombre de factures émises de 2014 à 2016 peut également témoigner de cette évolution, les critères de facturation n'ayant, pour leur part, pas changé :

	2014	2015	2016
Nombre de factures émises	133	126	181

Concernant les demandes présentées par des généalogistes amateurs, la pratique mise en place en 2013 perdure : toutes les demandes qui nécessitent la consultation de documents ne sont pas assurées, mais une vérification de l'accessibilité est toujours effectuée afin de pouvoir indiquer clairement aux demandeurs sous quelles conditions ils peuvent venir eux-mêmes consulter les documents, ou bien à qui s'adresser pour obtenir une aide intermédiaire.

Ces demandes, en général de l'ordre de la vingtaine sur un mois, sont néanmoins en augmentation avec des pics dans la quarantaine sur certains mois, et un total de 355 courriers. Cela représente 20,8% des demandes globales, soit environ 2% de plus qu'en 2015.

Les recherches scientifiques poursuivent en revanche leur baisse (192 courriers) et représentent 11,25% des demandes, soit 5,25% de moins qu'en 2015. Une des raisons de cette baisse pourrait être un nombre bien moindre de demande de réutilisation d'informations publiques (comptabilisées comme recherches scientifiques), qui s'établissaient à 33 en 2015 pour passer à 19 en 2016.

La difficulté d'accessibilité aux documents, du moins à un nombre important de documents (souvent nécessaire pour les recherches historiques ou universitaires), joue sans doute aussi un rôle important. Là où une recherche administrative/systématique peut s'envisager par correspondance, une recherche scientifique ne peut pas l'être, dirigeant l'attention des chercheurs sur des fonds situés dans d'autres centres d'archives et d'autres sujets.

Les **échanges de microfilms** avec d'autres services d'Archives départementales se poursuivent toujours à petite échelle avec 1 demande traitée pour un lecteur seine-et-marnais, tandis que 7 demandes de prêt ont été présentées par des lecteurs d'autres départements.

Les administrations adressent toujours leurs demandes de communications pour récupérer de façon temporaire certains de leurs dossiers. Ces communications administratives sont reçues par la salle et traitées par le service magasinage. Le nombre total de documents délivré est égal à celui de l'année passée : 218 en 2016, contre 206 en 2015.

On peut noter que l'indisponibilité des nombreux documents touchés par la crise sanitaire et confinés, s'est résorbée tout au long de l'année 2016 et toutes les collections sont de nouveau communicables depuis la rentrée de septembre.

5.2. Politique handicap

Depuis 2012, les Archives départementales sont titulaires du Label Tourisme et Handicap pour chaque type de handicap : handicap visuel, handicap auditif, handicap moteur, handicap mental et psychique. Ce label étant attribué pour une durée de 4 ans, une demande de renouvellement a été réalisée pour 2017.

À noter que des améliorations significatives ont été apportées en salle de lecture ainsi que dans le hall :

- La porte d'entrée de la salle de lecture, et plus particulièrement la poignée permettant de l'ouvrir, sont désormais matérialisées par deux bandes horizontales (le bleu a été utilisé pour qu'elles soient visibles de loin).
- La signalétique en salle de lecture a été entièrement revue : les différents espaces sont désormais clairement indiqués par un système de panneaux (écriture blanche sur fond bleu).
- Le plan simplifié présent à l'entrée de la salle de lecture a été revu et corrigé.
- Le plan de classement affiché à l'entrée de la salle des inventaires a été revu : utilisation de couleurs plus contrastées pour distinguer chacune des séries. De la même façon, les indications présentes sur les classeurs ont été retravaillées pour une meilleure lecture et donc une meilleure identification. Des ampoules plus puissantes ont été installées au plafond dans cet espace.
- 2 tables réglables en hauteur ont été installées et permettent aux personnes en situation de handicap et/ou en fauteuil roulant de s'y installer.

L'objectif étant également de rendre accessible le Mobil'Histoire77 et de le faire labelliser en 2017, une nouveauté a été apportée au niveau de l'accès principal : 2 barres de préhension de 30 cm chacune ont été disposées près de la porte principale (à l'intérieur et à l'extérieur) afin que les visiteurs puissent s'y tenir.

À noter enfin la participation des Archives départementales au salon Autonomic qui s'est déroulé du 8 au 10 juin 2016 porte de Versailles à Paris. Un stand était consacré aux offres pédagogiques disponibles aux personnes en situation de handicap aux Archives départementales ainsi que dans les 5 musées départementaux.

5.3. Site Internet

En 2016, le site archives.seine-et-marne.fr a fait l'objet d'un suivi et de mises à jour régulières. Les personnes initiées à l'utilisation du gestionnaire de site *Sématic* sont les deux médiatrices pour l'ensemble du site, le responsable technique pour la gestion de la page « Mobil'Histoire77 » (rubrique « Action éducative ») et le professeur-relais pour la gestion des pages « Ressources en ligne » et « CNRD » (rubrique « Action éducative »).

5.2.1. Évolution du site

La **structure de navigation** du site n'a pas subi d'évolution cette année pour sa partie éditoriale. La partie « archives en ligne » a, quant à elle, fait l'objet en juin du remplacement de son visualiseur, passant d'*Archinoë* (fourni initialement par l'hébergeur *Archimaine*) au visualiseur du logiciel *GAIA*.

Les **Archives en ligne** se sont également enrichies en mars de compléments de l'état civil ayant atteint leur date de communicabilité en ligne : 17 registres d'état civil de 1894 à 1915, soit 3 179 images numériques, sont désormais accessibles en ligne.

À la fin de l'année 2016, les **documents accessibles en ligne** se répartissent de la sorte :

Documents textuels	Nombre de pages	Documents iconographiques	Nombre d'images
État civil	4 027 442	Cartes postales	18 841
Publications de mariage	108 944	Plans d'intendance	562
Recensements de population	244 086	Plans du cadastre napoléonien	9 867
Tables de succession et absences	46 024	Estampes	2 148
Répertoires et registres de recensement militaire	218 439	Affiches	473
Monographies communales	13 944	Dessins	32
		Photographies	82
		Manuscrits décorés	2 640
Total	4 658 879	Total	34 645

5.2.2. Fréquentation du site

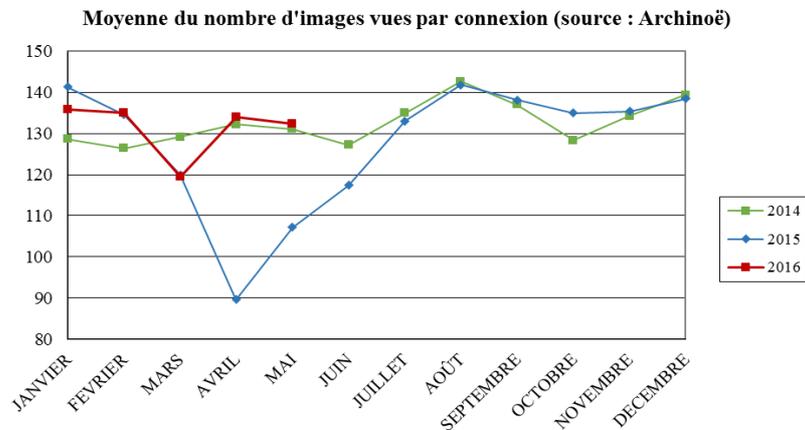
Dans un souci de clarté, seules les informations concernant les 3 dernières années sont ici reprécisées. L'analyse de la fréquentation du site distingue celle de la consultation des documents d'archives d'une part et celle des contenus éditoriaux d'autre part.

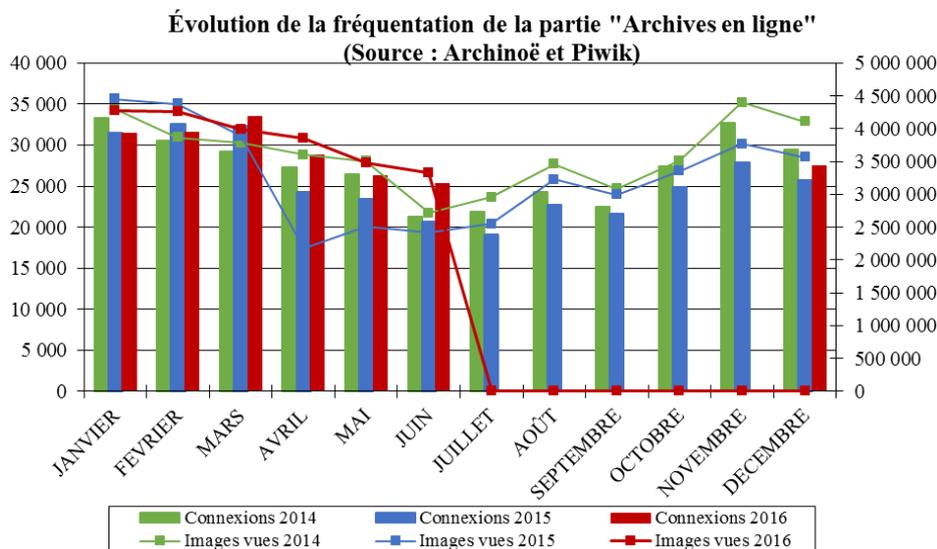
➤ Consultation des documents numérisés en ligne (sur plate-forme Archimaine)

Les chiffres de fréquentation pour l'année 2016 sont incomplets : des lacunes existent de juillet à novembre inclus, en raison du changement de visualiseur opéré en juin, le visualiseur *GAIA* n'incluant pas, sur cette période, de module de comptabilisation statistique. Par ailleurs, *Piwik*, le logiciel de mesure statistique utilisé depuis novembre, ne permet pas pour 2016 de connaître avec certitude le nombre de pages vues. La nouvelle version de *GAIA* disponible mi-mars 2017 permettra d'obtenir des statistiques sur le nombre d'utilisateurs et sur le nombre de pages vues.

En attendant, la comparaison avec les années précédentes n'est envisageable qu'en considérant la période de janvier à juin.

Ainsi, les statistiques du premier semestre 2016 sont supérieures à celle de 2015, notamment en juin, où d'ordinaire la fréquentation diminue sensiblement. Il est délicat de cerner les raisons de cette importante consultation. Toutefois, on peut penser que la réduction des jours d'ouverture de la salle de lecture effective depuis octobre 2015 (2 jours au lieu de 5) amène le public à se tourner davantage vers les ressources en ligne.





	Nombre de connexions	Évolution vis-à-vis des années précédentes	Nombre d'images vues	Évolution vis-à-vis des années précédentes
Janvier	31 458		4 275 997	
Février	31 536		4 260 083	
Mars	33 462		3 996 422	
Avril	28 798		3 857 011	
Mai	26 279		3 476 616	
Juin	25 343		3 335 546	
Juillet - Novembre	Pas comptabilisé		Pas comptabilisé	
Décembre	27 462			
Total 2016	176 876	-	23 201 675	-
Total 2015	306 929	-6%	39 304 168	-9,19%
Total 2014	326 527	-2,66%	43 281 401	+0,25%

	Janvier – Juin 2015	Janvier – Juin 2016	Évolution
Connexions	164 919	176 876	+ 6,76%
Images vues	19 845 053	23 201 675	+ 14,47%
Images par connexion	118	131	+ 9,91%

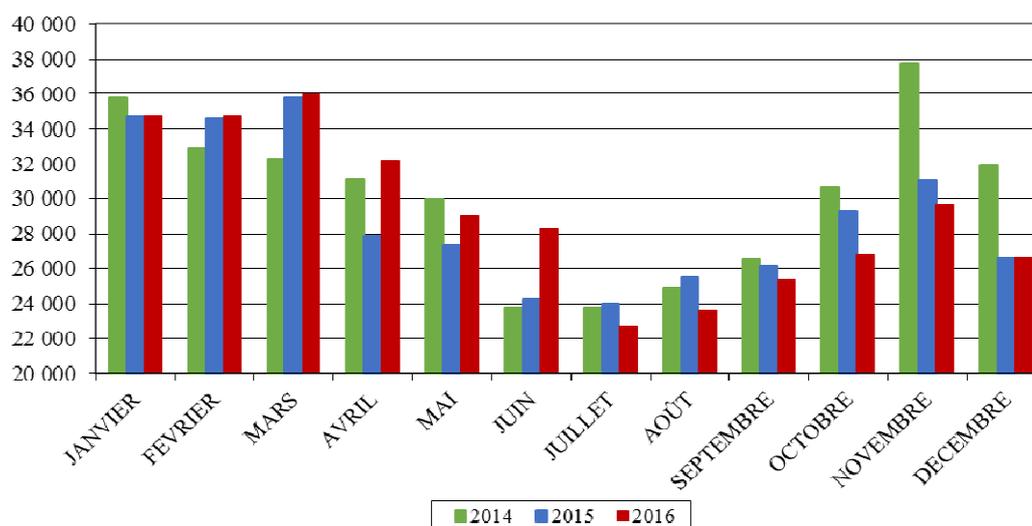
➤ **Consultation de la partie éditoriale du site Internet**

Pour l'année 2016, la fréquentation globale du site lui-même s'établit à 349 941 visites, effectuées par 173 759 visiteurs, qui ont vu 811 991 pages. Contrairement à l'an passé où la fréquentation était en baisse, on peut remarquer, non pas une hausse comme pour les archives en ligne, mais des chiffres analogues à 2015. Cette constance de l'intérêt des internautes pour le site se reflète également dans le temps moyen passé sur le site (2 min. 54 s. en 2016 pour 2 min. 53 s. en 2015) et la part des « returning visitors » qui représentent 58% des visites en 2016 (57% en 2015).

Partie éditoriale	Nombre de visites	Évolution (vis-à-vis de l'année)	Nombre de visiteurs	Évolution (vis-à-vis de l'année)	Nombre de pages vues	Évolution (vis-à-vis de l'année)

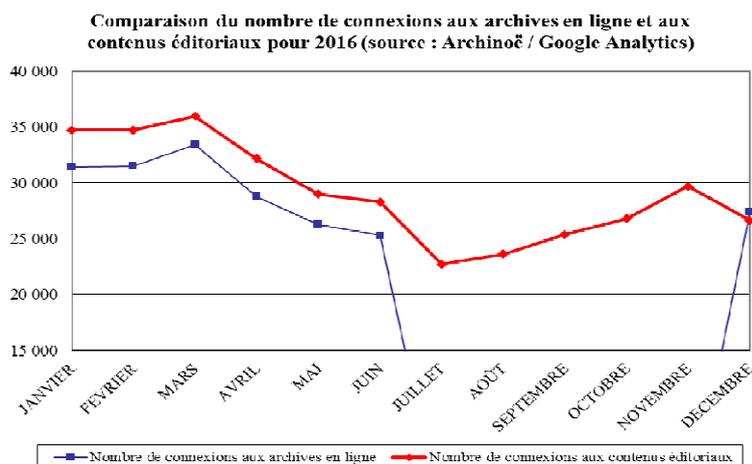
		précédente)		précédente)		précédente)
Total 2016	349 941	+0,77%	173 759	-0,50%	811 991	+0,50%
Total 2015	347 272	-3,88%	174 629	-2,39%	807 919	-6,18%
Total 2014	361 290	-0,26%	178 902	+16,7%	861 151	+0,33%

Connexions à la partie éditoriale (Source : Google Analytics)



Comme les connexions aux Archives en ligne, les fluctuations de la fréquentation à la partie éditoriale suivent le même mouvement chaque année, indépendamment des contenus publiés, à l’exception du mois de mars, où le nombre de connexions est très élevé, et du 2^e trimestre, où le nombre de connexions baisse précocement pour atteindre dès juin un niveau proche du seuil de juillet (seuil minimal annuel).

Phénomène observé depuis avril 2010, le nombre de connexions aux archives en ligne était toujours inférieur au nombre de connexions à la partie éditoriale du site ; ceci étant lié au mode d’accès aux archives en ligne, qui nécessite le passage par la partie éditoriale du site elle-même. Or depuis décembre 2016, le nombre de connexions aux archives en ligne est supérieur à celui de la partie éditoriale. Cela coïncide avec la mise en place le 11 novembre 2016 d’une nouvelle « entrée » aux archives en ligne, via le portail « Grand Mémorial » sur lequel sont indexés les registres matricules des soldats entre 1887 et 1921.



Les caractéristiques de fréquentation notées depuis l’ouverture du site se maintiennent. Les internautes se connectent principalement de France métropolitaine (94,68%) – notamment d’Île-de-France – mais aussi de 151 autres pays (part inférieure à 0,6% par pays). Malheureusement, l’outil d’analyse Google Analytics ne permet pas de quantifier la part précise que représente le public seine-et-marnais, car l’indication géographique correspond au lieu de connexion des fournisseurs d’accès et non à celui d’habitation des internautes. L’accès au site s’effectue principalement sur ordinateur (91,43% des visites). Toutefois la part des consultations sur smartphones et tablettes progresse : 4,6% en 2014, 7,14 % en 2015, elles représentent 8,57% en 2016. Comme les années précédentes, les internautes recherchent en priorité la consultation des archives en ligne (6 des 10 pages les plus consultées du site concernent les archives numérisées, soit 62,03% au total), l’accès au site, des informations pratiques sur la salle de lecture des Archives, présentes dans la rubrique « Archives 77 » et des outils de recherche.

477 courriels ont été reçus par le webmestre de la part des internautes, soit 40 courriels environ par mois. L’intérêt des internautes reste constant : comme les années précédentes, ce chiffre est en hausse vis-à-vis du nombre de courriels reçus les années passées (403 courriels en 2014, 428 en 2015). La période de sollicitation la plus importante a été cette année les mois de juillet et d’août (50 et 52 courriels) ce qui ne coïncide pas avec la période de plus forte fréquentation du site. Les questions portent en majorité sur la consultation des archives en ligne (mode d’emploi, absence d’archives en ligne, problèmes de lacunes, etc.).

➤ **Fréquentation de la page Facebook**

Au-delà de ces compléments et enrichissements, les Archives départementales communiquent sur la page Facebook « Archives77 », mise en place en 2011. La part des visiteurs apportés par les réseaux sociaux représente 0,68 % des connexions (2 386 connexions). Elle est moins importante que l’an passé (2% en 2015), pourtant, le nombre d’abonnés à la page est passé de 526 en 2015 à 678 en 2016.

5.3. Public scolaire

En 2016, **7852 élèves** ont bénéficié des actions du Service des Publics dont 1569 primaires, **4453 collégiens**, 1807 lycéens et 23 élèves de BTS.

Ce chiffre comporte néanmoins des approximations, impossibles à éviter à partir des données transmises – ou non – par les établissements scolaires. Il représente une diminution de 47% par rapport à 2015 (14 718 élèves touchés). Cette diminution importante s'explique par le nombre de prêts de malles et d'expositions itinérantes beaucoup plus faible cette année.

La communication relative aux activités éducatives menées par la direction des Archives départementales et leur promotion reposent essentiellement sur le site Internet des Archives départementales, sur d'autres sites Internet partenaires (Espace Collèges, CRDP, Rectorat, etc.) et sur l'animation de stages et de journées académiques par le professeur-relais (deux pour l'année 2016) et les médiatrices.

5.3.1. Les ateliers pédagogiques

Les ateliers pédagogiques développent des thèmes historiques à partir de l'étude de documents, avec une forte participation des élèves. Animés par un médiateur culturel, ils se déroulent aux Archives départementales. Dix ateliers sont proposés, qui peuvent concerner tous les niveaux scolaires du cycle 3 aux études supérieures :

- *Les Sceaux dans l'histoire* : présentation des sceaux médiévaux.
- *Au pied de la lettre* : découverte des enluminures.
- *Du jardin médiéval au jardin à l'anglaise* : l'art des jardins.
- *Construire la ville* : l'urbanisme en Seine-et-Marne au XX^e siècle.
- *Bienvenue aux Archives* : présentation d'ensemble, chronologique et typologique, des documents conservés aux Archives départementales.
- *Bienvenue aux Archives 14/18* : présentation de documents liés à la Grande Guerre.
- *Bienvenue aux Archives 39/45* : présentation de documents liés à la seconde guerre mondiale.
- *La gravure au service de l'image (XV^e-XVIII^e siècle)* : présentation des techniques de l'estampe aux Temps Modernes et valorisation des estampes conservées aux Archives départementales.
- *Seine-et-Marnais d'ici et d'ailleurs* : permet d'appréhender les mécanismes de l'immigration à travers des documents d'archives. L'histoire de l'immigration est ainsi abordée à travers l'exemple de la Seine-et-Marne.
- *C'est dans la boîte : les métiers des archives* : permet de découvrir les métiers liés aux archives à l'aide de jeux, de documents et d'objets utilisés au quotidien dans un service d'archives. Cet atelier, en lien avec le travail sur l'orientation des élèves, vise à leur faire découvrir des métiers du secteur culturel, du magasinier au conservateur, en passant par la secrétaire ou la comptable.

Ce dernier atelier est une nouveauté proposée à la rentrée 2016.

Statistiques de réservation

Les statistiques suivantes prennent en compte les 59 ateliers menés du 1^{er} janvier au 31 décembre 2016. Ces chiffres marquent une hausse importante vis-à-vis de l'an passé, qui s'explique par une meilleure prise en compte de l'existence d'ateliers pédagogiques au sein des Archives départementales. Cette augmentation est également favorisée par l'existence de deux salles pédagogiques qui permettent l'accueil simultané de deux classes (et donc la mutualisation d'un bus pour les établissements scolaires) ainsi que par la possibilité offerte aux classes de visiter le bâtiment des Archives (ce qui n'était plus possible après la crise sanitaire de 2015).

Nombre d'ateliers par niveau

	Primaire	Collège	Lycée	Sup.	TOTAL
Bienvenue	4	3	4	1	12
Au pied de la lettre	10	2	2	0	14
Les sceaux	6	1	0	0	7
Les jardins	2	1	0	0	3
14-18	1	6	0	0	7
39-45	6	6	0	0	12
Construire la ville	0	0	0	0	0
Seine-et-Marnais	0	0	0	0	0
Gravure	2	1	0	0	3
Métiers	0	1	0	0	1
TOTAL	31	21	6	1	59

Nombre d'élèves par atelier et par niveau

	Primaire	Collège	Lycée	Sup.	TOTAL
Bienvenue	102	56	68	23	249
Au pied de la lettre	265	18	34	0	317
Les sceaux	162	12	0	0	174
Les jardins	56	11	0	0	67
14-18	26	148	0	0	174
39-45	160	149	0	0	309
Construire la ville	0	0	0	0	0
Seine-et-Marnais	0	0	0	0	0
Gravure	49	14	0	0	63
Métiers	0	25	0	0	25
TOTAL	820	433	102	23	1 378

Les établissements primaires restent le principal public des ateliers pédagogiques (59,5% des classes). Toutefois, la part de collégiens est plus importante que les années précédentes (31% des classes en 2016 contre 25% en 2015). À noter également la venue de deux classes d'ULIS, d'une 5^e SEGPA et de deux classes du microlycée de Sénart (élèves en rescolarisation), ainsi que d'une classe de BTS.

Nombre de classes ayant assisté à un atelier par niveau

Niveaux	Nombre
CP	0
CE1	0
CE2	8
CM1	18
CM2	11

Niveaux	Nombre
6 ^e	4
5 ^e	1
4 ^e	0
3 ^e	13

Niveaux	Nombre
2 ^{nde}	5
1 ^{ère}	1
Terminale	0
BTS	1

Les classes multi-niveaux ont été comptabilisées deux fois.

Les ateliers les plus demandés restent « Au pied de la lettre » et « Bienvenue aux Archives ». À noter que l’atelier « Bienvenue aux Archives – spécial Seconde Guerre mondiale » a été très demandé cette année.

Évaluation des ateliers

Une fiche d’évaluation a été mise en place à la rentrée scolaire de 2012 afin d’obtenir des données qualitatives sur les ateliers pédagogiques. Le dépouillement et l’analyse des fiches d’évaluation récupérées portent sur 7 ateliers pédagogiques (soit un taux de retour des enseignants de 12% environ).

Il en ressort que les établissements scolaires sont des habitués des offres pédagogiques ou qu’ils découvrent l’offre via le site Internet des Archives départementales. Ils sont de manière générale très satisfaits des échanges avant l’atelier, du déroulement et des qualités pédagogiques des médiateurs, ainsi que des outils (livret et questionnaire) fournis. Tous estiment réalisable la réexploitation en classe et souhaitent renouveler l’expérience. Les classes ULIS apprécient le fait de pouvoir utiliser des malles pédagogiques en complément des ateliers.

5.3.2. Les ateliers « famille »

	Vacances d’hiver			Vacances de printemps			Vacances d’automne			TOTAL
	24/02 À la découverte des manuscrits médiévaux	02/03 La gravure aux Temps Modernes	19/04 À la découverte des sceaux médiévaux	20/04 Bienvenue aux Archives	26/04 Bienvenue aux Archives	27/04 À la découverte des manuscrits médiévaux	25/10 Bienvenue aux Archives	26/10 La Grande Guerre	27/10 La Seconde Guerre mondiale	
Participants, dont :	40	15	19	19	5	24	8	17	14	161
adultes	15	6	8	7	2	10	4	11	8	71
enfants	25	9	11	12	3	14	4	6	6	90

En application du PSC, le service des Publics propose depuis les vacances d’automne 2015 des ateliers d’une durée de 2 heures pour les 8-18 ans accompagnés d’un adulte certains après-midi des petites vacances (hors vacances de Noël). Le bilan des 9 ateliers organisés en 2016 est très positif : 161 participants, soit une moyenne de 17 par atelier, avec un ratio assez proche d’adultes (44%) et d’enfants (56%) participants. Les ateliers ayant eu le plus de fréquentation sont ceux consacrés aux manuscrits du Moyen Âge. D’après les enquêtes réalisées après chaque atelier, les participants souhaitent le renouvellement de cette offre.

5.3.3. Les malles pédagogiques et les expositions itinérantes

Les 19 malles pédagogiques et expositions itinérantes constituent un autre moyen d’aborder des thèmes patrimoniaux, à l’aide de documents, d’activités pédagogiques et ludiques. Ces outils sont mis à la disposition des établissements scolaires gratuitement pour deux semaines. Le nombre de prêts de malles (13) et d’expositions (24) est en très nette baisse

(78 prêts pour 2015, soit une diminution de 47%), et a touché un nombre d'élèves beaucoup moins important (**4414** contre 12 826 en 2015, soit une baisse de 66%).

<u>Malles</u>	Prêts 2015	Prêts 2016	
		Primaire	Collège
<u>Au pied de la lettre</u>	16	1	4
<u>Sceaux Nord et Sud</u>	17	2	4
<u>Médiéjeu 77</u>	0		
<u>Habitat Rural</u>	2		
<u>Métiers des Villes, métiers des Champs</u>	7	2	
Sous-Total		5	8
Total	42	13	

<u>Expositions itinérantes</u>	2015	Primaires 2016	Collèges 2016	Lycées 2016
Des fruits et des hommes	4		1	
Les Légumes dans tous leurs états	4		1	1
La France des Capétiens 1789				
<u>Exposition 14/18</u>	8		4	
<u>Affiches de guerre 1914-1918</u>	6		4	1
<u>39-45, c'était comment la guerre</u>	3		1	1
<u>Affiches 39/45</u>	4			
<u>Affiches Guerre d'Espagne</u>	1		1	1
Édit de Nantes		1		
<u>Théâtre du temps</u>	3			
Préfets				
Calligraphie, la beauté d'écrire	3		2	1
<u>Le temps des roses</u>			1	
<u>Des machines et des hommes : l'industrialisation en Seine-et- Marne</u>			1	2
Sous-total		1	16	7
Total	36	24		

Les malles et expositions signalées par une écriture bleue sont des créations de la Direction, les autres sont des acquisitions.

Compte tenu des commémorations liées à la première guerre mondiale, les expositions « *Affiches de guerre 1914/1918* » et « *1914/ 1918* » ont, cette année encore, été les plus demandées.

Les expositions itinérantes sont également empruntées par des mairies, associations ou encore bibliothèques à destination d'un public adulte. **1246** personnes ont ainsi bénéficié en 2016 des expositions et malles pédagogiques. À titre d'exemple, l'exposition « *Des machines et des hommes* » a été prêtée à la mairie de Saint-Pathus puis à la préfecture de Seine-et-Marne pour les Journées du patrimoine. L'exposition sur les affiches de la guerre d'Espagne a été demandée par la bibliothèque de l'Arcature à Vaux-le-Pénil.

Les malles pédagogiques « *Habitat rural* » a été empruntée par la médiathèque de Melun et par l'Association Episode à Évry.

5.3.4. L'exposition itinérante du « Mobil'Histoire77 »



Le *Mobil'Histoire* (ancien *Muséobus*) est un outil pédagogique qui présente une exposition itinérante sur une durée de cinq ans en moyenne. Plus particulièrement destiné aux collégiens, il permet d'aborder un thème historique, en relation avec le programme scolaire, sous un éclairage local, grâce à des reproductions de documents conservés aux Archives départementales, mis en contexte et interprétés dans des panneaux didactiques réalisés par

le Service des Publics.

Le véhicule est mis gratuitement à la disposition des établissements scolaires pour une semaine, pendant laquelle la visite se fait par l'enseignant seul avec ses élèves, avec un questionnaire à l'appui.

Le *Mobil'Histoire* a entamé à la rentrée 2016 sa deuxième année avec l'exposition « *Nous, les Seine-et-Marnais. Histoires d'une population en mouvement* » qui présente l'histoire des Seine-et-Marnais de la création du département en 1790 à nos jours.

L'exposition a bénéficié d'une communication et d'une promotion importantes qui ont permis de remplir rapidement l'agenda de l'année scolaire. Grâce à la direction de l'Éducation du Département de Seine-et-Marne, le *Mobil'Histoire* a pu être présent aux journées des principaux de collèges publics (le 12 janvier et le 17 octobre), ce qui lui a permis une visibilité sans précédent auprès des personnels de direction des collèges. Une présentation des modalités d'emprunts ainsi que de la visite virtuelle de l'ancienne exposition sur le site internet des archives a également été faite aux principaux des collèges privés. Le véhicule a aussi été présenté lors du salon de la mini-entreprise des collégiens qui s'est tenu à l'Institut des métiers et de l'artisanat de Meaux. De même, le semi était présent au congrès des maires de Seine-et-Marne à Dammarie-lès-Lys le 30 septembre, même si les retombées de cette manifestation ont été très faibles.

Ainsi, en 2016, le *Mobil'Histoire* a accueilli environ **2060 élèves** dont 453 primaires, 1158 collégiens et 449 lycéens. Il est à noter une augmentation de près de 30% du nombre d'élèves accueillis à bord du *Mobil'Histoire* (1563 en 2015). La promotion autour de l'exposition n'y est sans doute pas étrangère ainsi que le thème de l'exposition, qui peut être abordé autant dans le primaire que dans le secondaire.

Communes	Établissements	Dates	Nombre d'élèves
Torcy	Collège Victor Schoelcher	18/01 au 22/01/2016	136
Serris	Lycée Emilie du Chatelet	25/01 au 30/01/2016	90
Lieusaint	Collège Saint Louis	08/02 au 12/02/2016	145
Montevrain	Collège de Montevrain	15/02 au 19/02/2016	145
Roissy en Brie	Lycée Charles le Chauve	07/03 au 11/03/2016	80
Penchard	École primaire	14/03 au 18/03/2016	80
Melun	Collège Frédéric Chopin	28/03 au 01/04/2016	80
Thieux	École primaire	05/04 au 09/04/2016	73

Meaux	I.M.A (salon de la mini-entreprise des collégiens)	14/04/2016	101
Lieusaint	Collège la Pyramide	02/05 au 06/05/2016	130
Crouy-sur-Ourcq	Collège le Champivert	23/05 au 27/05/2016	260
Thourry-Ferrottes	École primaire	30/05 au 03/06/2016	67
Montigny-sur-Loing	École primaire	06/06 au 10/06/2016	83
Nemours	Collège Honoré de Balzac	10/10 au 14/10/2016	105
May-en-Multien	École primaire	07/11 au 10/11/2016	75
Quincy-Voisins	École primaire	28/11 au 02/12/2016	75
Avon	Collège La Vallée	05/12 au 09/12/2016	106
Meaux	Lycée Pierre de Coubertin	12/12 au 16/12/2016	229
Total			2060

L'exposition peut aussi être visitée hors temps scolaire : durant les vacances scolaires, associations, bibliothèques, centres aérés, maisons de retraite peuvent demander le prêt du véhicule. Le responsable du véhicule forme alors les bénévoles qui prennent en charge le *Mobil'Histoire*.

AUTRES PUBLICS			
Melun	Journée des principaux des collèges	12/01/2016	100
Brie-Comte-Robert	Forum de généalogie (cercle généalogique)	05 au 06/02/2016	80
Tournan-en-Brie	Maison de retraite	21 au 25/03/2016	50
Moret-sur-Loing	Cercle de généalogie	09 au 13/04/2016	225
Othis	Maison du livre	12 au 16/09/2016	120
Réau-Villaroche	Association généalogique de la SNECMA	26 au 29/09/2016	100
Dammarie-lès-Lys	Congrès des maires de Seine-et-Marne	30/09/2016	15
Blois	Rendez-vous de l'Histoire	06 au 09/10/2016	489
Melun	Journée des principaux de collèges	17/10/2016	22
Dammarie-lès-Lys	Présentation à des élèves préparant le concours de professeur des écoles	20/10/2016	50
Mauperthuis	Mairie	31/10 au 4/11/2016	70
TOTAL			1321

Au total, le *Mobil'Histoire* a été visité par **3381** personnes au cours de l'année 2015 (2114 en 2015).

À noter cette année encore, le succès de la participation aux Rendez-vous de l'Histoire de Blois avec près de 500 visiteurs dans l'exposition.

5.3.5. Les P.E.77

En 2016, 8 interventions ont été établies dans le cadre de *Projets Éducatifs 77* : 2 classes de 6^e et 6 classes de 3^e, soit un total de 204 élèves. La thématique de la Seconde Guerre mondiale est celle pour laquelle les Archives départementales ont été le plus sollicitées (5

interventions). Les autres centres d'intérêts concernent l'étude cartographique du territoire local (2 interventions).

L'étude des dossiers PE77 retenus a permis aux médiatrices d'avoir connaissance d'un projet de classe latiniste/helléniste autour de l'orientation professionnelle dans le domaine culturel et de proposer de tester un nouvel atelier conçu en 2016 « C'est dans la boîte : les métiers des archives » avec cette classe.

Des malles pédagogiques et expositions itinérantes ont également été prêtées dans le cadre de ces projets : la malle « *Au pied de la lettre* » et surtout les expositions « *Affiches de guerre 14-18* » et « *1914-1918* ».

Le Mobil'Histoire a été utilisé dans le cadre des PE77 au sein du collège Saint Louis de Lieusaint et du collège François Chopin de Melun.

5.3.6. Le Professeur relais

Les professeurs relais sont des enseignants nommés par le Rectorat, pour une année renouvelable, auprès des services éducatifs d'institutions culturelles. Les Archives départementales de Seine-et-Marne bénéficient d'une telle mise à disposition à raison d'un jour par semaine (le jeudi). Le professeur-relais travaille en étroite collaboration avec l'équipe du pôle médiation.

D'après sa lettre de mission, son rôle consiste à :

- ✓ Informer le milieu scolaire des activités et des ressources proposées par l'institution culturelle et promouvoir sa fréquentation par les enseignants et leurs élèves. À ce titre, il utilise les sites Internet académiques (délégation académique à l'éducation artistique et à l'action culturelle, sites disciplinaires des inspections académiques), ou intervient directement auprès des établissements. Une lettre d'information a été distribuée à tous les professeurs d'histoire-géographie de l'académie de Créteil en juin 2016.
- ✓ Concevoir et mettre en place un programme d'activités culturelles adapté au public scolaire et utile à la mise en œuvre des projets formulés par les professeurs dans le cadre des programmes d'enseignement ou de l'accompagnement éducatif. Cette année, il a organisé une rencontre académique « cycle des métiers » en avril 2016 autour du nouvel atelier « C'est dans la boîte, les métiers des archives » puis un autre en octobre 2016 autour de la préparation du Concours national de la Résistance et de la Déportation. Il correspond également avec les enseignants en vue de leur donner des conseils et de les renseigner sur certaines recherches dans les fonds d'archives.
- ✓ Contribuer à la conception et à la mise en œuvre des actions de formation initiale et continue à l'intention des enseignants du premier et du second degré dans le cadre des formations disciplinaires et interdisciplinaires, en concertation avec les autorités compétentes, qu'il s'agisse des services rectoraux ou des universités. Il a ainsi participé, à la 4^e université d'été du Musée de la Grande Guerre du Pays de Meaux en juillet 2016. Il a, avec Lucie Bergont médiatrice culturelle, présenté les ressources des Archives départementales lors d'une communication sur « le corps en guerre ». Le professeur-relais a de la même manière présenté les ressources des Archives départementales à des enseignants de l'Académie de Créteil à l'occasion d'un stage intitulé « enseigner les deux guerres mondiales avec les ressources locales » en novembre 2016 à Meaux. Le professeur-relais a contribué à la préparation d'une visite-ateliers des Archives destiné à

l'ensemble des étudiants en master 1 de l'École supérieure du professorat et de l'éducation (ESPE) de l'Académie de Créteil venus découvrir les ressources des archives et leur exploitation pédagogique possible.

- ✓ Produire et mettre à disposition des ressources pédagogiques : documents, dossiers thématiques en lien avec les programmes d'enseignement, mallettes pédagogiques, expositions itinérantes, etc. Le professeur-relais a participé à la conception d'un nouvel atelier « c'est dans la boîte, les métiers des archives ». Il a sélectionné dans les fonds des documents numérisés et mis en ligne sur le thème « Résister par l'art et la littérature » destiné aux élèves et aux enseignants participant au Concours national de la Résistance et de la Déportation 2016.

5.4. Conférences et interventions extérieures

5.4.1. Les deux cycles de conférences

Le cycle des « Rendez-vous du mardi » de la saison 2015-2016, intitulé « *Musiciens en Seine-et-Marne* » s'est poursuivi avec :



Le cycle des « Rendez-vous du mardi » de la saison 2015-2016, intitulé « *Musiciens en Seine-et-Marne* » s'est poursuivi avec :

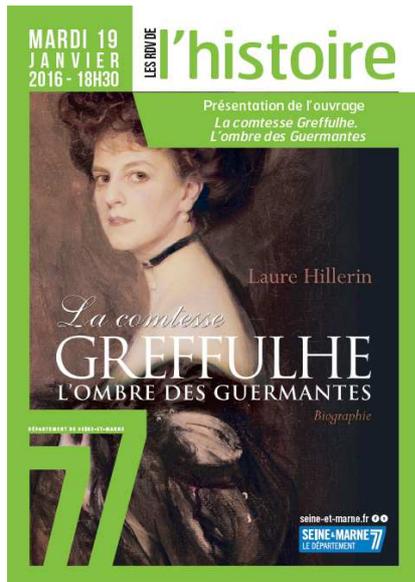
- *À Bel-Ebat, Auguste et Jacques Durand*, par Hélène Boscheron, pianiste et musicographe.
- *Mac-Orlan, poète et parolier*, par Evelyne Baron, conservatrice du musée des Pays de Seine-et-Marne.
- *Musique et musiciens à la cour de François I^{er}*, par Christelle Cazaux-Kowalski, professeur de musicologie à l'Université de Poitiers.
- *Les musiciens dans la grande guerre*, par Karine Lethiec, musicienne et directrice de l'ensemble Calliopée.
- *Nadia Boulanger et le conservatoire américain de Fontainebleau*, par Stéphane Etcharry, maître de conférences en musique et musicologie à l'université de Reims Champagne-Ardennes.
- *Django Reinhardt*, par Vincent Bessières, journaliste et commissaire de l'exposition « Django Reinhardt, swing de Paris » et directeur artistique pour Sorano Jazz.
- *Musiciens amateurs en Seine-et-Marne. Deux siècles d'histoire des sociétés musicales en France*, par Philippe Gumpłowicz, professeur de musicologie à l'Université Evry Val d'Essonne.

467 personnes ont assisté à l'ensemble de ces conférences.

Le cycle des « Rendez-vous du mardi » de la saison 2016-2017, intitulé « *Cinéma en Seine-et-Marne* » a débuté avec :

- *Le spectacle cinématographique en Seine-et-Marne de 1896 à 1914*, par Guy Olivo, ancien documentaliste de l'Éducation nationale, membre de l'AFRHC (Association Française de Recherche sur l'Histoire du Cinéma) et chercheur indépendant.
- *Charles Pathé à la conquête du cinéma*, par Stéphanie Salmon, directrice des collections historiques en charge des expositions à la Fondation Jérôme-Seydoux Pathé.
- *De la lanterne magique au multimédia*, par Patrice Guérin, collectionneur.

195 personnes ont assisté à ces conférences.



Le nouveau cycle de conférences, inauguré en 2015, les « **Rendez-vous de l'Histoire** » met à l'honneur des auteurs et historiens et leurs derniers ouvrages ou travaux publiés liés à l'histoire de la Seine-et-Marne et aux documents conservés aux Archives départementales. Il a très bien fonctionné et a permis d'attirer un nouveau public : il a donc été renouvelé en septembre 2016.

Le cycle 2015-2016 s'est donc achevé avec :

- « *La comtesse Greffulhe, l'ombre des Guermantes* », par Laure Hillerin.
- « *Les femmes dans la Grande Guerre* », par Chantal Antier.
- « *Monuments de Seine-et-Marne* » par Jacques Moulin, architecte en chef des Monuments historiques

- « *Jean-François-Constant Mocquard (1791-1864), chef de cabinet de Napoléon III* », par Denis Hannotin.

356 personnes ont assisté à ces conférences.

Le cycle 2016/2017 a débuté avec :

- « *Souvenirs en bonne partie inédits du mameluck Ali (1813-1815)* », par Jacques Jourquin.
- « *Les Affolantes des bords de Seine : villa du XIX^e siècle* », 2^e édition, par Dominique Camus et Marie-Françoise Laborde.

141 personnes ont assisté à ces conférences.

La participation totale aux conférences de 2016 s'élève donc à **1159** personnes. Il faut également rappeler que depuis le cycle 2010/2011, un partenariat avec la Médiathèque de Meaux double les conférences des « Rendez-vous du mardi » par une seconde séance tenue à Meaux. Ce partenariat permet au public du nord du département de profiter plus facilement de cette programmation.

La communication autour des Rendez-vous du Mardi s'effectue systématiquement à travers plusieurs supports :

- un dépliant de présentation édité à environ 2700 exemplaires, envoyé par courrier (avec des listes de diffusion ciblées comme certains particuliers, certains organismes et certaines communes), par courriel, par courrier interne pour les élus du Conseil Départemental et mis à disposition dans le hall et la salle de lecture des Archives départementales ainsi que dans le hall du Conseil départemental ;
- une actualité sur le site Internet et la page Facebook des Archives départementales, dans les pages « Sortir » du site Internet du Conseil départemental de Seine-et-Marne et sur sa page Facebook « Sortir », sur le site Accessible.net (anciennement appelé "Handistrict"), sur le site Intranet « Sésame » ;
- une brève dans « Seine-et-Marne magazine ».

5.4.2. Interventions extérieures

Les interventions du Service des Publics à l'extérieur en 2015 se sont déployées de la manière suivante :

- 12 janvier 2016 : journée des principaux des collèges à l'hôtel du Département : présentation de l'offre pédagogique et de l'exposition du Mobil'Histoire.
- 2/3 avril 2016 : tenue d'un stand au forum de la généalogie de Moret-sur-Loing.
- 6 avril 2016 : Rencontre académique aux Archives départementales sur le thème de l'orientation et des métiers de la culture.
- 14 avril 2016 : présentation du Mobil'Histoire lors du salon de la mini-entreprise à Meaux.
- 24 mai 2016 : participation de Lucie Bergont à la journée « Passion Métiers » organisée à Émerainville. Présentation du métier de médiatrice culturelle.
- 8 et 9 juillet 2016 : intervention de Lucie Bergont et d'Olivier Plancke intitulée « le corps en guerre à travers les ressources des Archives départementales de Seine-et-Marne » à l'Université d'été du Musée de la Grande Guerre de Meaux.
- 17 septembre 2016 : Journées Européennes du Patrimoine : visites guidées des Archives départementales durant l'après-midi (13h à 18h) et visites libres du Mobil'Histoire77.
- 30 septembre 2016 : visites guidées du Mobil'Histoire77 lors du congrès des maires à Dammarie-lès-Lys.
- 6 au 9 octobre 2016 : présentation de l'exposition du Mobil'Histoire77 lors des Rendez-Vous de l'Histoire de Blois.
- 11 octobre 2016 : participation de Justine Queuniet au « speed meeting » spécial métiers organisé à l'hôtel du Département.
- 12 octobre 2016 : rencontre académique spéciale Concours National de la Résistance et de la Déportation.
- 17 octobre 2016 : journée des principaux des collèges à l'hôtel du Département : présentation de l'offre pédagogique et du Mobil'Histoire77.

La valorisation des archives passe également par une formation en **paléographie**. En septembre 2016, il a été proposé deux niveaux : débutant et intermédiaire. Les cours sont assurés par les deux sous-directrices. Le cycle 2015-2016 a regroupé 17 élèves de niveau débutant. Le cycle 2016-2017 regroupe 4 élèves de niveau débutant et 14 élèves de niveau intermédiaire/avancé.

La sous-directrice du secteur « Conservation et collections » a par ailleurs assuré une formation d'une journée aux élèves du master « Gestion de l'archivage » de l'Université de Versailles Saint-Quentin-en-Yvelines concernant la thématique « Évaluation et sélection ».

En 2016, les Archives départementales ont également participé à une **exposition réalisée par la Médiathèque Luxembourg** de Meaux : « *Voyage... voyage : suivez le guide* »,

du 10 septembre au 10 novembre 2016. Les Archives ont prêté cinq guides touristiques appartenant au fonds de la bibliothèque :

- ✓ *Guide du voyageur dans le palais et la forêt de Fontainebleau ou Histoire et description abrégées de ces lieux remarquables et pittoresques*. Fontainebleau : M. Cudot, libraire [1840], 33-133 p., coté 8°2229.
- ✓ *Description générale du château de Fontainebleau avec la notice des tableaux qui ornent et décorent cette résidence royale, suivie du Guide dans la forêt*, nouvelle édition, Fontainebleau : M. Cudot, libraire 1842, 48-112 p., coté AZ10889.
- ✓ *L'indicateur historique et descriptif de Fontainebleau : son palais, sa forêt et ses environs*. 11^e édition des guides Denecourt. Fontainebleau : chez Lacodre ; Paris Hachette, 1885, IV-168 p., coté 8°1647.
- ✓ *Guide pittoresque du voyageur en France : contenant la statistique et la description complète des 86 départements, orné de 740 vignettes et portraits gravés sur acier, de 86 cartes de départements et d'une grande carte routière de la France*. Par une société de gens de lettres, de géographes et d'artistes. Tome 5°, coté 8°264.
- ✓ *Guide pittoresque du voyageur en France publié en cent livraisons contenant chacune la description complète d'un département : Seine-et-Marne*. Paris : Firmin Didot Frères, 1834, coté 8°2340.

Isabelle Rambaud est, par ailleurs, intervenue plusieurs fois pour des **conférences** mettant en valeur les archives départementales :

- Au Forum de l'Association des Archivistes français, à Troyes, le 30 mars 2016, sur « la réutilisation des données publiques, expérience de la Seine-et-Marne »
- À la maison de retraite départementale de Château-Landon, le 8 avril 2016, sur « l'Antiphonaire de l'abbaye royale Saint-Séverin de Château-Landon »
- Aux Rendez-vous de l'Histoire à Blois, le 7 octobre 2016, sur « Les nationalités au risque de la vie commune : artistes et paysans à Grez-sur-Loing, 1860-1914 »
- Aux 20 ans de l'Association des Artistes du bout du monde à Grez-sur-Loing : même thème

Elle a également été présente dans **des instances nationales et départementales** :

- Au Conseil d'orientation de la cité de l'Histoire de l'immigration, à Paris le 13 avril et le 29 septembre 2016
- Au Conseil supérieur des Archives, à Paris le 3 mai et le 7 décembre 2016
- Au séminaire des directeurs d'archives départementales, à Bordeaux du 8 au 10 novembre 2016
- Au jury du concours national des chargés d'études documentaires (CHED), en tant que présidente, pour la préparation des sujets, au ministère de la culture et à la maison des examens à Arcueil, les 25 novembre, 6 et 13 décembre 2016
- Au jury de thèse d'Ecole nationale des Chartres de Marie Ranquet, à Paris le 9 décembre 2016 sur « L'accès aux archives publiques en France. Le droit et la pratique vus par les archivistes depuis 1979 »
- Au Conseil départemental pour les anciens combattants et victimes de guerre, à Melun le 24 mai 2016
- Au Concours départemental de la résistance et de la déportation, à Melun le 1^{er} juin 2016

5.5. Partenariat et publication

5.5.1. Partenariat

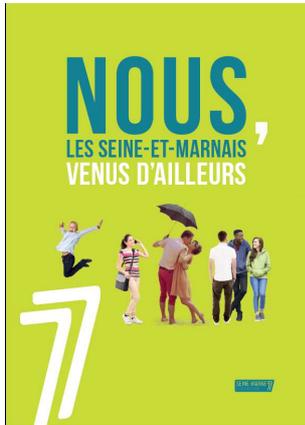
Les Archives départementales, après la campagne de numérisation des registres matricules des soldats de la Première Guerre Mondiale, ont engagé la 2^e phase de leur valorisation avec l'indexation des fiches nominatives. Cette indexation a pu être mise en ligne sur le site du ministère de la culture, « Grand Mémorial », fin 2016. Le coût de l'opération, d'un montant de 14 000 €, doit bénéficier d'une subvention à hauteur de 50% de la DRAC.

<http://www.culture.fr/Genealogie/Grand-Memorial>.



5.5.2 Publication

En complément de l'exposition du Mobil'Histoire77, le Service des publics a publié une brochure intitulée « *Seine-et-Marnais venus d'ailleurs* ». L'objectif était d'éclairer la partie de l'exposition « *Venus d'ailleurs* » portant spécifiquement sur l'immigration en Seine-et-Marne au cours du XX^e siècle. De nouveaux documents viennent donc en appui des quatre parties thématiques : « Arriver », « Travailler », « Vivre ensemble » et « Devenir français ».



PERSPECTIVES 2017

L'année 2017 doit voir la poursuite du PSC et son application, permettant un recentrage sur les missions prioritaires. Elle devrait également permettre à l'administration départementale de statuer sur trois sujets essentiels :

1. Le **Records management** et l'implication du Département sur ce thème
Mise en place et rattachée aux Archives départementales depuis 2013 (lettre de cadrage en 2015), la mission RM, actuellement réduite à un agent, s'est essentiellement concentrée sur certaines typologies du domaine social (ASE, MDS).
Son ancrage dans la politique administrative du Département et son développement à l'échelle des services seront un gage de réussite pour la sécurisation et la restitution des documents produits mais aussi pour la bonne gestion des espaces de la collectivité.
2. La création d'un **Système d'archivage électronique** (intermédiaire pour le Département SAEI) selon les préconisations du rapport Olkoa du 9 décembre 2013. Ces préconisations doivent permettre de mettre en sécurité les documents électroniques du Département qui engagent la collectivité ou qui lui donnent un droit. Cette sécurisation des documents est assurée par le respect des 3 exigences définies avec la norme NF Z42-013 pour la pérennité, l'intégrité et la sécurité des documents.
Un tel projet a été présenté en 2014 et 2015 dans le cadre du schéma départemental informatique et doit trouver sa traduction concrète.

En parallèle le Système d'archivage électronique historique (SAEH) des Archives doit leur permettre de collecter, conserver et communiquer les données désormais nativement électroniques comme la matrice cadastrale transférée en 2015 pour la première fois sous cette forme et qui ne peut à ce jour être restituée aux chercheurs faute de SAEH.

La prochaine version de GAIA annoncée à l'été 2017 (9.4.7), et tenant compte du standard d'échanges, devrait permettre ces nouvelles fonctionnalités.

3. **L'extension future du bâtiment** et les études préalables
Le projet de marché d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage pour une étude de scénarios, lancé en 2016 par la DABC, n'ayant pas abouti, il convient de relancer le projet en tenant compte des besoins des Archives départementales :
 - Rénovation de la Centrale de traitement d'air et de ses prolongements
 - Extension sur site des espaces de conservation en raison de leur saturation annoncéeCes deux objectifs, comme le cahier des charges projeté l'indiquait, doivent tenir compte de deux facteurs principaux :
 - Les coûts de déménagement temporaire des collections, dans les conditions de conservation requises.
 - L'impact sur la communication des archives durant ces travaux.

Pour ce qui concerne la valorisation, deux projets particuliers sont à l'ordre du jour :

- L'intégration du portail France.Archives
- L'ajustement des licences et des tarifs pour la réutilisation des données publiques

La politique menée par les Archives en lien avec les domaines éducation et culture du Département sera par ailleurs poursuivie, en particulier pour mieux intégrer le dispositif Éducation artistique et culturelle.

L'ensemble de ces projets impacte les autres directions du Département (DSI, DABC, DAC...), les services producteurs de l'État et le Ministère de la culture (SIAF et DRAC).

Les moyens mis en œuvre pour les faire aboutir seront aussi conditionnés par la capacité des Archives départementales elles-mêmes à assurer leur propre dynamique, en termes de pérennité et de compétences, dans une année à venir très perturbée du fait de nombreux départs à la retraite. Ces mouvements peuvent être aussi considérés comme une opportunité afin de pouvoir réorganiser la direction au plus près de ses missions prioritaires.

Isabelle RAMBAUD
Conservatrice générale du patrimoine
Directrice des Archives départementales de Seine-et-Marne

Sommaire

INTRODUCTION	3
1- MOYENS	5
1.1. Moyens financiers	5
1.2. Personnel	5
1.3. Bâtiment	6
2- COLLECTIONS	7
2.1. Accroissements	7
2.2. Traitements	11
2.2.1. Classement et description	11
2.2.2. Conservation, restauration	14
2.3. Informatisation et numérisation	17
2.3.1. Informatisation	17
2.3.2. Numérisation et reproductions	17
2.3.3. Archivage numérique définitif	18
2.4. Service GAIA	19
2.4.1. Moyens financiers	19
2.4.2. Personnel	19
2.4.3. Actions menées en 2016	19
2.4.4. Partenariats	20
3- CONTRÔLE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE ET RECORDS MANAGEMENT	21
3.1. Éliminations	21
3.2. Inspections	22
3.2.1. Communes	22
3.3. Visites et conseils	22
3.3.1. Les producteurs	22
3.3.2. Rencontre annuelle des archivistes communaux et intercommunaux	23
3.4. Records management papier et numérique	23
4- MISSIONS TERRITORIALES	25
4.1. Aide aux communes	25
4.2. Aide aux associations	26
4.2.1. Aide au fonctionnement	26
4.2.2. Aide aux projets	27
4.2.3. Journée de rencontre annuelle avec les associations	28
5- Action scientifique et culturelle	29
5.1. Accueil du public en salle de lecture, communications, recherches	29
5.2. Politique handicap	33
5.3. Site Internet	34
5.2.1. Évolution du site	34
5.2.2. Fréquentation du site	35
5.3. Public scolaire	39
5.3.1. Les ateliers pédagogiques	39
5.3.2. Les ateliers « famille »	41
5.3.3. Les malles pédagogiques et les expositions itinérantes	41
5.3.4. L'exposition itinérante du « Mobil'Histoire77 »	43
5.3.5. Les P.E.77	44
5.3.6. Le Professeur relais	45
5.4. Conférences et interventions extérieures	46
5.4.1. Les deux cycles de conférences	46
5.4.2. Interventions extérieures	48
5.5. Partenariat et publication	50
5.5.1. Partenariat	50
5.5.2. Publication	50
PERSPECTIVES 2017	51